

OCDE
ETUDES ECONOMIQUES

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ESPAGNE

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

JUIN 1978

STATISTIQUES DE BASE DE L'ESPAGNE

LE PAYS

Superficie totale (milliers de km ²)	504.8	Villes principales (recensement du 31-12-70, en milliers d'habitants) :	
Superficie agricole (milliers de km ²) 1976	280.6	Madrid	3 146
		Barcelone	1 745
		Valence	654
		Séville	548

LA POPULATION

Population (au 1-1-76, en milliers)	36 240	Population active civile occupée, en 1977, milliers :	12 468
Densité au km ²	72	Agriculture	2 606
Accroissement naturel net (1976, en milliers)	370	Industrie	4 657
Migration nette (1976, en milliers)	59	dont : Construction	1 224
		Services	5 205

LA PRODUCTION

Produit intérieur brut, en 1977 (milliards de pts)	8 782.9	Origine du produit intérieur brut, au coût des facteurs, en 1977 (en %) :	
Produit intérieur brut par habitant, en 1976 (\$ des Etats-Unis)	2 890	Agriculture	9
Investissement fixe brut : En % du PIB (1976)	23	Industrie et construction	38
Par tête (\$ des Etats-Unis) (1976)	660	Services	53

LES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Consommation publique, en 1977 (en % du PIB)	10	Recettes fiscales, en 1975 (en % du PIB)	23
Investissements fixes en 1975 (en % du total de la f.b.c.f.)	12	Dette publique (en % des recettes courantes des administrations) au 1-1-1977	37

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

Exportations de biens et services, en 1977 (milliards de \$ des Etats-Unis)	17.7	Importations de biens et services, en 1977 (milliards de \$ des Etats-Unis)	21.3
Exportations de biens et services en % du PIB, en 1977	15	Importations de biens et services en % du PIB, en 1977	18
Exportations en % des exportations de biens, en 1977 :		Importations en % des importations de biens, en 1977 :	
Produits alimentaires	21	Produits alimentaires	12
Matières premières et produits semi-finis	33	Combustibles, matières premières et produits semi-finis	61
Biens d'équipement	19	Biens d'équipement	19
Produits manufacturés pour la consommation	27	Produits manufacturés pour la consommation	8

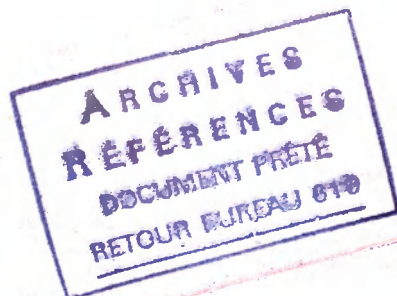
LA MONNAIE

Unité monétaire : la peseta

Unités monétaires par dollar des E.-U., moyenne journalière :
Année 1977 76.01
Avril 1978 80.10

NOTE On trouvera, dans un tableau de l'annexe, une comparaison internationale de certaines statistiques de base.

ÉTUDES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE



ESPAGNE

L'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE), qui a été instituée par une Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion possible de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays Membres, tout en maintenant la stabilité financière, et contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays Membres, ainsi que non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire, conformément aux obligations internationales.

Les Membres de l'OCDE sont : la République Fédérale d'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie.

La République Socialiste Fédérative de Yougoslavie est associée à certains travaux de l'OCDE, et notamment à ceux du Comité d'Examen des Situations Économiques et des Problèmes de Développement.



*L'examen annuel de la situation de l'Espagne
par le Comité d'Examen des Situations Économiques
et des Problèmes de Développement de l'OCDE
a eu lieu le 3 mai 1978.*

© OCDE 1978

Les demandes de reproduction ou de traduction doivent être adressées à :

M. le Directeur de l'Information, OCDE
2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16, France.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	5
I Evolution au cours des dernières années — ralentissement de la croissance et aggravation des déséquilibres	6
Ralentissement de la croissance	6
Montée du chômage	9
Accélération de l'inflation	12
Déséquilibre extérieur	15
II Politique économique — programme d'assainissement et de réformes structurelles	25
Politique monétaire	25
Politique budgétaire	30
Politique des prix et des salaires	35
Réforme des circuits financiers	36
Réforme du système fiscal	37
III Tendances les plus récentes et perspectives à court terme	38
Redressement du compte extérieur	38
Atténuation des tensions inflationnistes	39
Production et demande	39
Perspectives à court terme	41
IV Problèmes de politique économique	43

TABLEAUX

Texte

1 Demande et production	6
2 Emploi et productivité	9
3 Marché du travail	11
4 Évolution à moyen terme des prix et des coûts	12
5 Évolution récente des prix	13
6 Balance des paiements :	
a) Évolution à moyen terme	16
b) Évolution récente	16
7 Évolution en volume du commerce extérieur	18
8 Évolution et structure des importations de l'OCDE	19
9 Balance commerciale : partage prix-volume	21
10 Performance touristique de l'Espagne	21
11 Indicateurs monétaires	28

12	Administration centrale :	
	a) Résultats des comptes budgétaires et des opérations du Trésor	32
	b) Prévisions initiales des recettes et des dépenses budgétaires	33
13	Secteur public en terme de comptabilité nationale	34
14	Prévisions pour 1978	43

Annexe statistique

A	Comptes nationaux	49
B	Emploi et salaires	51
C	Comptes du secteur public	52
D	Monnaie et crédit	55
E	Balance des paiements	57
F	Commerce extérieur	58
G	Réserves publiques de change	59

GRAPHIQUES

1	Évolution comparée du PIB	7
2	Prix à la consommation	14
3	Structure de la balance des paiements	17
4	Taux de change	23
5	Principaux agrégats monétaires	26
6	Contreparties de la base monétaire	27
7	Taux d'intérêt	29
8	Indicateurs conjoncturels	40

INTRODUCTION

L'économie espagnole a connu durant ces dernières années une croissance faible, une baisse des investissements et une augmentation substantielle du chômage. Des développements analogues ont certes été observés dans beaucoup d'autres pays Membres, mais dans le cas de l'Espagne, le contraste est particulièrement saisissant par rapport aux années 60 et au début des années 1970, durant lesquelles la croissance et l'industrialisation avaient été particulièrement rapides. En outre, le taux d'inflation a été l'un des plus élevés de la zone OCDE et le déficit extérieur courant s'est accru fortement jusqu'à l'été de 1977, avant que la dévaluation de la peseta et d'autres mesures ne produisent une amélioration remarquable. Cette évolution défavorable résulte dans une large mesure de la récession mondiale et de la lenteur de la reprise ultérieure de l'activité. Mais au cours de cette période, la priorité a aussi été accordée en Espagne à la réforme profonde du système institutionnel et politique, et on ne s'est pas véritablement attaqué aux déséquilibres croissants de l'économie. Ce n'est qu'après les élections parlementaires de juin 1977 — les premières depuis la guerre civile des années 30 — que le nouveau gouvernement a élaboré un programme économique plus cohérent.

La tâche la plus urgente a consisté à reprendre le contrôle de la situation de la balance des paiements et, ainsi qu'on l'a déjà noté, des résultats très substantiels ont déjà été obtenus, grâce en partie à un retournement des sorties spéculatives de capitaux. La priorité a aussi été accordée à la restauration des équilibres internes, par le biais notamment d'une politique monétaire plus restrictive, bien que cela impliquât une accentuation des tendances récessionnistes. Ces objectifs, qui comprenaient des normes de progression des prix et des salaires pour 1978, ont été souscrits par tous les principaux partis politiques dans le « pacte de la Moncloa » signé en octobre 1977 qui contenait aussi un programme de réformes économiques et institutionnelles profondes, dont certaines ont déjà été amorcées. Sur la base des politiques actuelles, la croissance réelle du PIB en 1978 pourrait même être inférieure au taux moyen de 1.7 % enregistré au cours des trois dernières années et il y a de bonnes raisons de croire que le taux d'inflation continuera à décroître régulièrement, tandis que la réduction du déficit extérieur devrait se poursuivre. Mais une nouvelle augmentation du taux déjà élevé du chômage paraît inéluctable. Les problèmes difficiles d'ajustement, aussi bien à court qu'à moyen terme, seraient facilités si l'expansion dans les grands pays industrialisés et la croissance du commerce mondial s'avéraient plus fortes que cela n'est actuellement prévisible.

La première partie de cette Etude décrit les principales tendances de l'économie jusqu'à la fin de 1977 et essaie de mettre l'accent sur certains traits saillants de l'évolution durant ces dernières années, qui ont été caractérisées par une aggravation des déséquilibres internes et externes. Les politiques économiques sont examinées dans la deuxième partie qui traite en particulier des objectifs et des instruments du programme d'assainissement approuvé à l'automne et des premières mesures de réforme structurelle dans les domaines monétaires et budgétaires. La section suivante présente les perspectives à court terme et la partie IV conclut l'Etude avec certaines considérations de politique économique.

I ÉVOLUTION AU COURS DES DERNIÈRES ANNÉES RALENTISSEMENT DE LA CROISSANCE ET AGGRAVATION DES DÉSÉQUILIBRES

Ralentissement de la croissance

Comme l'ensemble des pays de l'OCDE, l'Espagne a enregistré depuis la crise du pétrole un ralentissement très marqué de son rythme de croissance, lié très largement à l'évolution de l'environnement international mais aussi aux incertitudes concernant la situation politique intérieure. Le retournement est intervenu en 1974 (en moyenne annuelle, cependant, la progression du PIB a encore dépassé 5 %) et en dépit de courtes périodes de reprise la tendance générale est, depuis, restée très faible. Ainsi, le taux d'expansion annuel du PIB a été ramené de un peu plus de 7 % en moyenne de 1970 à 1973 à 2.5 % environ de 1973 à 1976¹, soit un rythme légèrement plus rapide que celui enregistré dans l'ensemble des pays de l'OCDE. Dans le passé, la croissance espagnole avait été sensiblement plus rapide que celle de la Zone. Selon les estimations

Tableau 1 Demande et production¹
Pourcentage de variation en volume

	1976 milliards de pesetas	En pour- centage du PIB	1962-70	1970-73	1973-76	1976 ²	1977 ³
Consommation privée	4 868	69.6	6.4	6.9	3.1	2.8	0
Consommation publique	720	10.3	5.7	6.3	6.2	5.5	4.5
Formation brute de capital fixe	1 606	22.9	9.1	8.7	0.8	-1.5	(-1.7) ⁴
Construction	983	14.0	7.5	7.3	-0.7	-3.9	-1.0
Biens d'équipement	623	8.9	10.8	10.9	2.9	1.7	..
Variation de stocks ⁴	102	1.5	0.0	0.4	-0.3	-0.4	..
Demande intérieure totale	7 296	104.2	6.7	7.5	2.7	1.6	0.1
Importations	1 273	18.2	12.4	12.7	2.5	5.7	-4.2
Exportations	976	13.9	12.7	11.5	2.3	9.4	11.8
Solde extérieur ⁴	-297	-4.2	-0.1	-0.4	-0.1	0.4	2.4
PIB aux prix du marché	6 999	100.0	6.8	7.2	2.7	2.1	2.4
Prix implicites du PIB	..	..	6.4	9.2	16.2	16.0	22.5
PIB aux coûts des facteurs	6 690	95.6	7.1	7.5	2.7	2.0	2.4
Agriculture	610	8.7	1.9	3.8	1.7	2.0	-4.5
Industrie	2 078	29.7	9.1	10.5	3.0	3.3	4.0
Construction	560	8.0	8.8	5.3	-0.9	-2.5	-1.5
Services	3 442	49.2	7.8	6.8	3.3	1.8	3.2

1 Dans l'optique des comptes normalisés de l'OCDE, les séries présentent une solution de continuité importante en 1970, cf. note 1.

2 Estimations.

3 Estimations provisoires.

4 Variations en pourcentage du PIB de la période précédente.

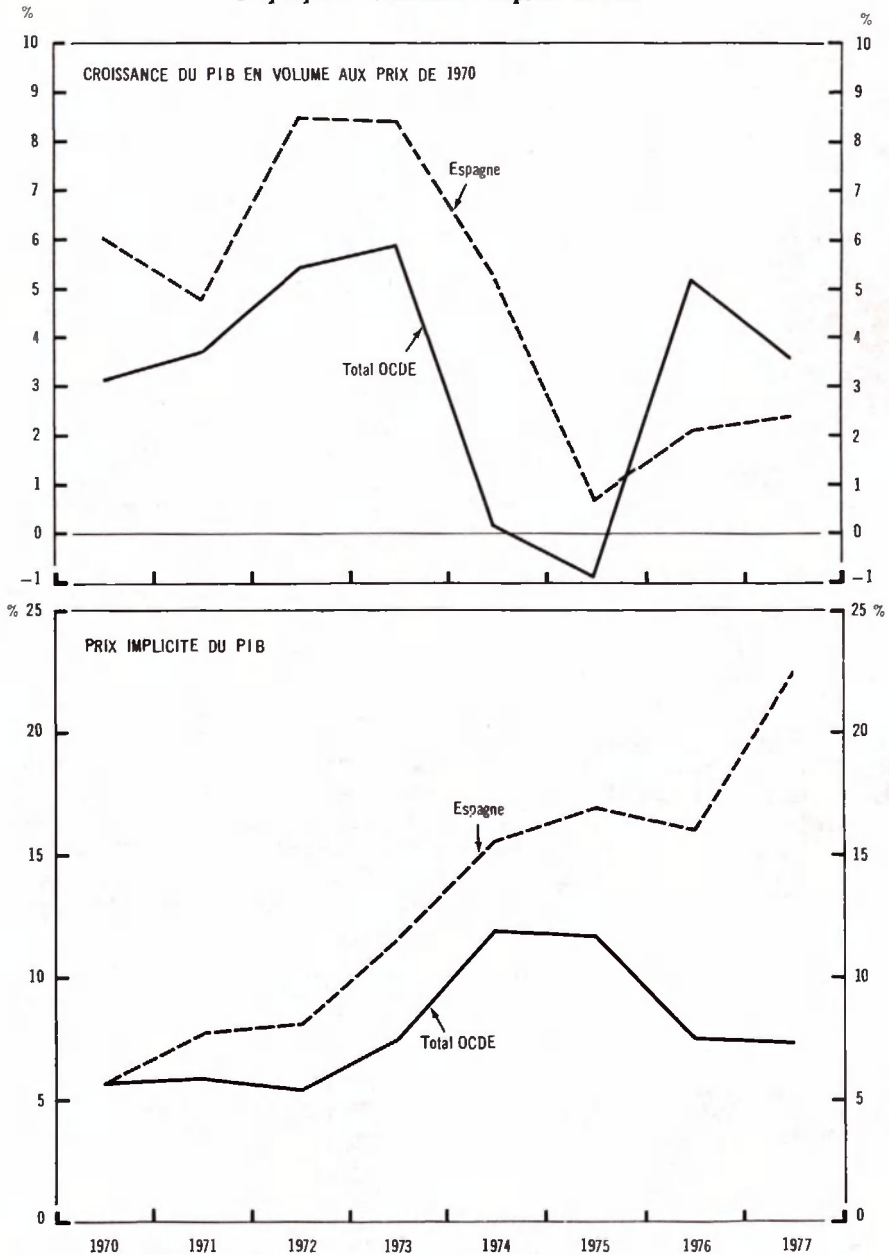
5 Y compris la variation des stocks.

Sources : INE, *Comptabilité nationale de l'Espagne* ; *Comptes nationaux*, OCDE.

1 Les comptes nationaux espagnols ont été substantiellement révisés à partir de 1970 de telle sorte que les chiffres ne sont pas exactement comparables avec ceux des années antérieures. L'estimation de la valeur du PIB pour 1970 a été relevée de 17 % et la structure de la demande a été sensiblement modifiée. Les chiffres mentionnés dans la présente Etude sont basés sur le système normalisé de l'OCDE. Les comptes nationaux de source espagnole dans leur version actuelle sont en général présentés suivant le schéma de la CEE qui, étant donné l'importance du tourisme étranger en Espagne, peut introduire des distorsions dans l'évolution de la consommation privée et également exagère de façon notable le déficit des opérations extérieures sur biens et services.

provisoires de la comptabilité nationale, le PIB n'a progressé en volume que de 2.4 % en 1977, la croissance reposant largement sur une amélioration du solde extérieur. Les résultats annuels reflètent vraisemblablement plus la faiblesse sous-jacente de la demande intérieure que l'effet des mesures d'assainissement décidées à l'automne dernier.

Graphique 1 Évolution comparée du PIB



Source : OCDE, Secrétariat.

Pratiquement, toutes les composantes de la demande intérieure ont contribué à l'affaiblissement de la croissance. Les revenus des ménages ont été laminés par l'accélération de l'inflation et l'alourdissement de la pression fiscale², et le revenu disponible réel n'a progressé, en moyenne annuelle, que de 1.8 % de 1973 à 1976 (contre 7.8 % de 1970 à 1973). Malgré un recul continu du taux d'épargne des ménages (de 13.9 % en 1973 à 9.8 % en 1976), l'augmentation de la consommation privée par habitant a été ramenée de 5.8 % par an (1970-1973) à 2.3 % (1973-1976) et, selon les données provisoires, a été pratiquement nulle en 1977. La baisse des taux d'utilisation des capacités de production, la compression des marges bénéficiaires et, vraisemblablement, les incertitudes politiques ont entraîné à partir de 1975 une baisse des investissements qui avaient constitué un des éléments moteurs de la croissance, progressant depuis le début des années 1960 à un rythme proche de 9 % l'an, pour représenter, en 1974, 24.5 % du PIB. Pour 1977, on ne dispose pas d'une décomposition entre les investissements fixes et la formation de stocks. Cependant, selon les estimations du Secrétariat, la baisse des investissements fixes pourrait avoir été proche de 3 %, avec une flexion plus marquée dans le domaine des biens d'équipement. Au total, sur les trois dernières années, le recul de la formation brute de capital fixe atteint 6.5 % et affecte également, bien qu'avec un profil temporel assez différent, la construction et les investissements en machines et équipements. Enfin, le mouvement d'ajustement des stocks a contribué au ralentissement de l'activité. Si l'Espagne n'a pas connu, au cours de la période récente, comme de nombreux pays Membres, une baisse absolue des stocks, la formation de stocks s'est nettement infléchie pour n'être en 1976 que légèrement supérieure à son niveau de 1970. Il semble cependant que la tendance s'est inversée en 1977, apportant une contribution positive à la croissance. Seule la consommation publique a continué de progresser à un rythme rapide, constituant ainsi avec les exportations le principal facteur de soutien de l'activité. Les exportations de biens et services ont légèrement reculé en volume durant la récession de 1974-1975 puis ont marqué ensuite une reprise substantielle en 1976 et 1977. Néanmoins, en moyenne, le taux de croissance au cours des quatre dernières années (4.6 %) s'est très considérablement ralenti par rapport aux performances antérieures.

L'appréciation de l'évolution conjoncturelle de la demande et de la production qui, en l'absence de comptes nationaux trimestriels, repose seulement sur un nombre limité d'indicateurs fiables³, ne peut être qu'approximative. Il semble que sous l'effet d'une forte contribution du solde de l'extérieur, le PIB a marqué une accélération temporaire au premier semestre de 1977 (à un rythme annuel de l'ordre de 4 %) mais la demande intérieure finale qui avait enregistré une certaine reprise au deuxième semestre de 1976 a vraisemblablement stagné. En effet, pour la première fois depuis le début des années 1970, le revenu disponible réel des ménages n'a pas progressé, en raison notamment d'un alourdissement

2 Evolution des impôts et des transferts en pourcentage du revenu des ménages :

	1970	1974	1975	1976	1977
Transferts reçus	10.5	10.8	11.4	12.0	12.0
Impôts sur le revenu	1.3	1.9	2.1	2.4	2.8
Cotisations sociales	9.1	10.3	11.5	12.0	12.8
Effet net des opérations avec l'administration	+0.1	-1.4	-2.2	-2.2	-3.6

3 Comme on l'a indiqué dans les précédentes Etudes, l'indice de la production industrielle est peu satisfaisant. Aussi il a été décidé d'effectuer un recensement industriel (le premier depuis plusieurs décennies) qui fournira les indispensables informations de base dans ce domaine.

notable de la pression fiscale, et la consommation des ménages semble avoir plafonné. La formation de capital a enregistré un nouveau recul, moins marqué toutefois qu'en 1976. Si le fléchissement des investissements en machines et équipements s'est vraisemblablement accentué, la baisse dans le secteur de la construction a pu être atténuée par certaines mesures de relance décidées au début de l'année. Enfin, selon les informations qualitatives disponibles, on aurait assisté à un mouvement positif de la formation de stocks de produits agricoles et à une constitution involontaire de stocks de produits finis qui auraient partiellement compensé le fléchissement des stocks de produits importés. Au deuxième semestre, la demande intérieure, en particulier les investissements, a vraisemblablement marqué une flexion notable qui a été approximativement compensée par la progression rapide des exportations et, au total, le PIB paraît avoir stagné.

Montée du chômage

Dans la première partie des années 1970, l'accélération de l'exode rural avait été compensée par un accroissement rapide de l'emploi dans les secteurs non agricoles et l'emploi total avait progressé à un rythme proche de 1 % par an¹. A partir de 1975, le ralentissement de la croissance s'est accompagné d'un fléchissement sensible de l'emploi qui est retombé au milieu de l'année 1977 à un niveau peu différent de celui enregistré en 1970 (tandis que le PIB progressait durant la période d'environ 35 %). L'emploi non agricole a pratiquement stagné alors que, de 1970 à 1974, plus d'un million d'emplois nouveaux avaient été créés. Il semble pourtant, au vu de l'évolution de la productivité apparente du travail, que l'ajustement de l'emploi à la production n'ait été, dans beaucoup de secteurs, que partiel et qu'une main-d'œuvre excédentaire importante ait été conservée dans les entreprises. Il faut rappeler à cet égard que la législation sur les licenciements demeure très restrictive.

Tableau 2 **Emploi et productivité**

	Structure de l'emploi civil en 1977 en milliers	Pourcentage de variation en taux annuel					
		Emploi ¹			Productivité ²		
		1960-70	1970-74	1974-77	1960-70	1970-74	1974-77
Total	12 468	0.7	0.9	-1.1	7.0	6.0	2.9
Agriculture	2 606	-2.8	-4.9	-4.5	6.0	9.4	3.3
Secteurs non agricoles	9 862	2.7	3.1 ³	0.0	6.3	4.1 ³	2.1
Industrie	3 433	2.2	..	-1.0	7.3	..	3.3
Construction	1 224	2.7	..	-0.5	7.5	..	-2.4
Services	5 205	3.2	..	1.1	4.8	..	1.6

1 Nombre d'actifs occupés, sans prise en compte de la durée du travail.

2 La production est définie comme la valeur ajoutée des secteurs.

3 Etant donné le changement de classification de certaines activités intervenu en 1972, le partage de l'emploi dans les principaux secteurs non agricoles n'est pas significatif sur la période 1970-1974.

Sources : INE, *Enquête sur la population active* et Comptabilité nationale de l'Espagne : OCDE, *Comptes nationaux*.

4 Il faut rappeler que les statistiques du marché du travail depuis 1960 ne sont pas entièrement homogènes. Les estimations pour 1960 sont basées sur les résultats du recensement, tandis que l'enquête de l'INE ne commence qu'à partir de 1964. Cette dernière a été modifiée de façon substantielle en 1972 puis au troisième trimestre de 1976. Les distorsions dans les séries ne peuvent être que partiellement corrigées et les résultats doivent donc être interprétés avec beaucoup de prudence. D'autre part, s'agissant de la productivité apparente du travail on peut s'interroger sur la signification de ce concept dans l'agriculture où la baisse de l'emploi n'est essentiellement qu'une résorption du chômage déguisé.

Le changement de tendance depuis 1974 a été particulièrement marqué dans la construction mais aussi dans les services. Malgré la détérioration des possibilités d'embauche, les sorties du secteur agricole ont continué de progresser à un rythme très rapide. Ainsi, plus d'un million de travailleurs ont quitté l'agriculture depuis 1970, soit plus du quart de la population active agricole en 1970. L'emploi agricole reste cependant relativement élevé puisqu'il représente près de 20 % de la population active, alors que la part de l'agriculture dans le PIB n'était en 1977 que de moins de 9 %. S'agissant de l'emploi salarié, la croissance rapide enregistrée au début des années 1970 s'est vraisemblablement ralentie tout en restant légèrement positive jusqu'en 1976, un plafonnement ayant vraisemblablement eu lieu en 1977. Ainsi, le phénomène de salarisation de la population active s'est accéléré. En 1970, le nombre de salariés représentait environ 64 % de l'emploi total contre 60 % en 1960 ; en 1977, ce ratio dépassait 70 %⁵.

La situation du marché du travail a, par ailleurs, été aggravée, à partir de 1974, par l'instauration dans les principaux pays d'accueil en Europe de mesures de restriction à l'entrée des travailleurs étrangers. Le nombre de travailleurs émigrés était estimé en 1974 à 575 000 personnes (soit environ 3.5 % de la population active résidente de la même année). Sur l'ensemble de la période 1974-1977, moins de 100 000 personnes ont quitté l'Espagne (soit un chiffre comparable à la seule année 1973) et bien qu'on ne dispose pas de données fiables sur les retours, l'émigration nette pourrait avoir été légèrement négative⁶. Cependant, les effets sur le chômage de l'arrêt de l'émigration d'une part, de la baisse de l'emploi à l'intérieur de l'autre, ont été atténués par une flexion notable des taux d'activité⁷ qui s'est traduite par une baisse absolue de la population active. Le recul particulièrement net pour la population masculine âgée de moins de 25 ans montre clairement que ce mouvement a une large composante conjoncturelle. Pour les femmes, le taux d'activité qui avait très fortement augmenté au début des années 1970 a légèrement baissé en 1975, pour se stabiliser par la suite, tout en marquant une progression sensible dans la classe 20-54 ans. Il est possible, à cet égard, que les femmes soient plus nombreuses à occuper des emplois marginaux pour compenser le ralentissement du revenu réel des ménages. Cependant, les informations statistiques disponibles⁸ sont insuffisantes pour qu'il soit possible de quantifier les facteurs conjoncturels et de les isoler des mouvements à plus long terme, notamment au plan des migrations inter-sectorielles, de la durée de la scolarité ou de l'évolution du revenu.

En dépit de la baisse des taux d'activité, le chômage a rapidement progressé, passant d'un taux de 3.5 %⁹ de la population active au début de 1974 à 6.3 % à la fin de 1977, soit 832 000 personnes. On comptait en outre plus de 200 000 personnes (soit 1.6 % de la population active) ayant un emploi marginal. Les disparités régionales sont importantes, en liaison avec les spécificités démographiques et économiques locales, le taux de chômage dépassant 12 % en Andalousie. L'augmentation du chômage a été particulièrement marquée parmi les jeunes à la recherche d'un premier emploi, qui représentaient près de 41 % du nombre de chômeurs au quatrième trimestre de 1977 contre 29 % en 1974. Le

5 Le niveau de l'emploi salarié n'est pas obtenu directement de l'enquête, mais est estimé par l'INE.

6 Selon le système d'observation permanent des migrations de l'OCDE (SOPEMI), environ 180 000 personnes sont rentrées en Espagne au cours de la période 1974-1976.

7 Le taux global, par rapport à la population de plus de 14 ans, est passé de 52 % en 1974 à moins de 49 % en 1977.

8 La définition de la population active a été modifiée à partir du troisième trimestre de 1976 et la rupture de série peut être importante pour certaines catégories particulières.

9 Y compris les travailleurs temporaires en chômage.

Tableau 3 Marché du travail

	1974	1975	1976	1977	1977			
					T1	T2	T3	T4
En milliers								
Population active	13 481	13 375	13 287	13 196	13 154	13 130	13 223	13 273
Emploi total	12 781	12 577	12 513	12 447	12 448	12 451	12 446	12 441
<i>dont</i> : Actifs marginaux	98	97	179	193	192	172	200	207
Chômeurs	353	514	658	749	706	679	777	832
<i>dont</i> : A la recherche d'un premier emploi	103	124	198	291	254	247	324	340
En pourcentage								
Taux d'activité	52.0	51.1	50.0	48.9	49.0	48.8	49.0	49.0
Taux de chômage	2.6	3.8	5.0	5.7	5.4	5.2	5.9	6.3
Variation en pourcentage par rapport à la période correspondante de l'année précédente								
Emploi par secteurs ¹								
Agriculture	-4.0	-6.9	-3.4	-4.6	-2.7	-4.3	-6.7	-4.8
Industrie	2.6	0.4	-1.2	-1.7	-4.0	-2.8	-0.2	0
Construction	2.8	-2.3	-1.3	0.9	-1.9	0.7	3.0	2.1
Services	2.4	0.4	1.4	1.6	2.3	2.6	1.0	0.4

1 A l'exclusion des travailleurs marginaux à partir de 1976.

Source : Institut National de la Statistique : Enquête de population active *Avance*, non compris Ceuta et Melilla et les actifs vivant en logements collectifs.

problème général du chômage des jeunes se pose actuellement avec une acuité particulière en Espagne, puisque près de 60 % des chômeurs ont moins de 25 ans, tandis que le taux de chômage dans cette classe d'âge s'élève à plus de 15 %. Pour la population masculine de plus de 25 ans, le taux de chômage reste inférieur à 4 %. Bien qu'en progression rapide, la couverture de l'assurance chômage demeure partielle. D'une part, les jeunes à la recherche d'un premier emploi ne reçoivent pas de prestations, tandis que, parmi les autres catégories de chômeurs, environ 60 % des individus reçoivent une indemnité. Au total, les assurances chômage s'appliquent à environ un tiers du nombre total des chômeurs.

Accélération de l'inflation

Si l'affaiblissement de la demande et la montée du chômage s'inscrivent dans le contexte général de faible croissance des pays de l'OCDE, l'Espagne a connu, en outre, une forte accélération de l'inflation qui tranche avec l'évolution enregistrée en moyenne dans les pays Membres. La hausse des prix à la consommation est passée de 7.3 % en moyenne de 1963 à 1973 à près de 17 % de 1974 à 1976, pour avoisiner 25 % en 1977. Aussi la position relative de l'Espagne s'est-elle fortement détériorée. Les prix à l'importation, qui avaient joué un rôle modérateur jusqu'en 1973, ont contribué de façon notable à l'accélération de l'inflation intérieure avec le renchérissement des matières premières et du pétrole, mais ont depuis 1975 progressé approximativement en ligne avec le prix du PIB.

Un élément déterminant de l'inflation a sans doute été l'accélération des coûts salariaux. La progression des salaires, de l'ordre de 22.5 % pour la masse salariale nette globale en moyenne de 1974 à 1977, a été encore plus forte que celle, déjà très rapide, enregistrée au début des années 1970 et elle a été amplifiée au niveau des coûts de production par un alourdissement sensible des cotisations sociales. Il est par ailleurs vraisemblable que l'augmentation de la fiscalité directe sur les salaires (cf. partie II) a contribué à cette accélération, les salaires étant, semble-t-il, fréquemment négociés nets des impôts¹⁰. Jusqu'en 1973, la forte progression des salaires avait pu être absorbée pour partie par des gains de productivité, mais le ralentissement de l'activité, qui n'a pas été compensé

Tableau 4 **Evolution à moyen terme des prix et des coûts**
Pourcentages de variation, taux annuels

	1962-70	1970-73	1973-77	1974	1975	1976	1977
Prix implicite du PIB	6.4	9.2	17.6	15.5	16.9	16.0	22.5
Prix implicite de la consommation des ménages	6.6	9.1	18.9	17.8	16.1	17.5	24.2
Prix implicite des exportations (biens et services) ¹	4.7	8.1	16.8	20.9	10.3	15.6	20.6
Prix implicite des importations (biens et services) ¹	4.8	6.6	22.7	44.3	8.6	17.9	22.8
Coûts salariaux ²	7.5	11.6	20.6	17.7	20.7	20.0	24.0
Excédent brut d'exploitation des entreprises	11.3	14.3	17.9	21.9	13.5	12.8	23.8

¹ Selon la définition normalisée de l'OCDE.

² Masse salariale totale rapportée au PIB.

Sources : INE, *Comptabilité nationale de l'Espagne* et OCDE, *Comptes nationaux*.

¹⁰ L'impôt sur le revenu du travail personnel (IRTP) qui frappe les salaires est un impôt prélevé à la source et proportionnel, avec cependant deux abattements à la base qui lui donnent un certain élément de progressivité.

par une réduction de l'emploi salarié, a entraîné une très forte accélération des coûts salariaux dont le rythme d'augmentation par rapport aux trois années précédentes a presque doublé sur la période 1974-1977. Compte tenu de la faiblesse de la demande, les entrepreneurs n'ont probablement pu répercuter que partiellement l'alourdissement des coûts de production sur leurs prix et ont dû accepter une compression de leurs marges bénéficiaires. Ainsi, la hausse de l'indice des prix implicites du PIB a été moins rapide au cours de la période 1974-1977 que celle des coûts salariaux et des prix à l'importation.

L'augmentation des prix à la consommation s'est particulièrement accélérée en 1977, les effets de la dévaluation venant s'ajouter au deuxième semestre à l'évolution des coûts intérieurs. Avec une évolution assez erratique, les produits alimentaires ont contribué de façon très importante à la hausse des prix à la consommation, alors qu'en 1976 ils avaient plutôt exercé un effet modérateur¹¹. Après avoir vivement progressé au début de l'année, les prix alimentaires ont enregistré, à nouveau, à l'été une très forte poussée, l'augmentation très rapide des prix à la production étant, semble-t-il, nettement amplifiée au niveau du commerce de détail. Les prix des produits non alimentaires se sont vivement accrus pendant les neuf premiers mois de 1977, puis ont marqué dans les derniers mois de l'année une légère tendance à la décélération, malgré les effets de la dévaluation. Alors que la hausse des prix s'accroissait, les taux de salaire horaire ont évolué vers une plus grande modération, passant d'un rythme de progression

Tableau 5 Evolution récente des prix

	1975	1976	1977	1977				1978 T1
				T1	T2	T3	T4	
Variation en pourcentage sur la période correspondante de l'année précédente								
Prix de gros	12.6	15.3	17.1	16.1	14.5	19.7	18.1	
Produits alimentaires	13.9	15.0	15.8	15.4	13.2	20.0	15.7	
Produits industriels	9.5	12.7	18.2	15.8	16.1	19.2	21.4	
Prix perçus par les agriculteurs	15.6	10.6	21.9	7.2	15.0	43.2	21.4	17.9 ²
Prix à la consommation ¹	17.0	17.6	24.5	22.5	20.9	27.2	26.9	23.2
Produits alimentaires	17.0	18.7	23.6	24.3	18.1	30.7	28.9	23.9
Valeurs moyennes à l'importation	..	18.5	21.5	14.8	15.9	26.9	29.2	
Valeurs moyennes à l'exportation	..	16.8	17.6	16.9	16.5	22.5	14.2	
Variation en pourcentage par rapport au trimestre précédent en taux annuel								
Prix à la consommation cvs ¹	..	..		(31.0)	21.1	38.0	18.6	14.2 ³
Produits alimentaires	..	..		(32.1)	13.4	61.2	14.4	9.9 ³
Autres	..	..		(28.5)	26.7	24.9	21.4	

1 Nouvel indice à partir du 1.1.77.

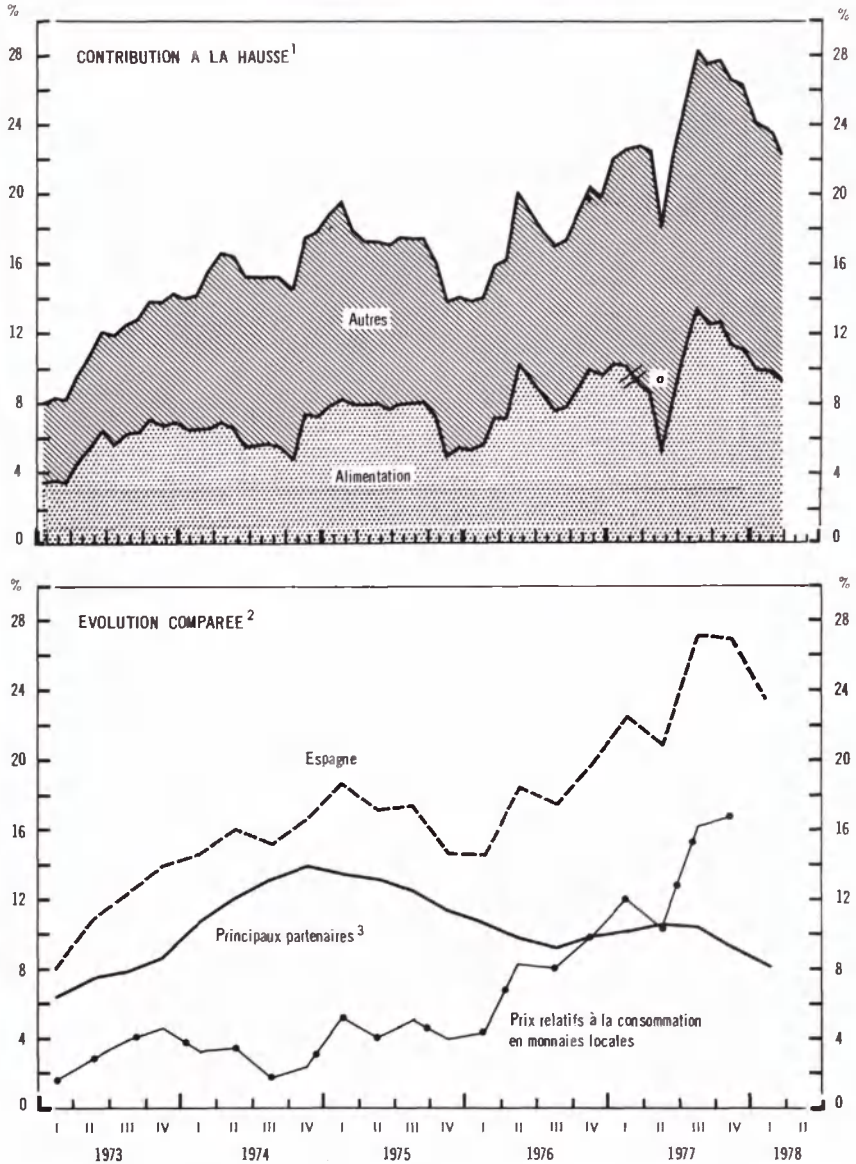
2 Janvier-février.

3 Estimations provisoires.

Sources : INE, *Indicateurs de conjoncture* ; Banque d'Espagne, *Bulletin statistique* ; Ministère du Commerce.

11 La comparaison de l'évolution des prix à la consommation entre 1976 et 1977 est rendue difficile par le changement d'indice intervenu au début 1977. Le nouvel indice des prix à la consommation base 100 en 1976 repose sur l'enquête « budget de famille » effectuée en 1973-74. Il porte sur un nombre d'articles beaucoup plus important et donne un poids plus faible aux produits alimentaires que l'ancien indice du coût de la vie base 100 en 1968 (40 % contre 50 % environ). Selon les calculs effectués par la Banque d'Espagne, en appliquant à 1976 le nouvel indice, l'évolution des produits non alimentaires aurait été, en 1976, approximativement la même selon les deux indices. Par contre, la divergence est très importante pour les produits alimentaires qui ont dans l'ancien indice marqué un glissement de janvier à décembre 1976 de 20.7 %, glissement qui serait ramené à 13.2 % dans le nouvel indice.

Graphique 2. Prix à la consommation



a Nouvelle série à partir de janvier 1977. Les poids respectifs dans l'ancien et le nouvel indice des produits alimentaires sont de 51,3 et 40,5%.

1 Mois sur mois correspondant de l'année précédente.

2 Trimestre sur trimestre correspondant de l'année précédente.

3 Moyenne de l'indice des prix à la consommation des pays suivants, pondérée par leur poids dans les exportations en 1976 : France 30,8 %, Allemagne 23,2 %, États-Unis 21,6 %, Royaume-Uni 15,4 %, Italie 8,9 %.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

de près de 33 % au deuxième semestre de 1976, par rapport à la période correspondante de l'année précédente, à moins de 19 % au troisième trimestre de 1977¹². Le pouvoir d'achat des salaires a donc dû sensiblement reculer en cours d'année, même si le taux de salaire n'est que partiellement représentatif de l'ensemble des gains salariaux¹³.

Le déséquilibre extérieur

La détérioration très marquée de la situation de la balance des paiements au cours de ces dernières années a constitué une contrainte de plus en plus lourde pour la politique économique. La balance des opérations courantes, qui avait dégagé un excédent non négligeable de 1970 à 1973, s'est en effet soldée de 1974 à 1976 par un déficit croissant d'un montant annuel moyen de 3.7 milliards de dollars (approximativement 3.8 % du PIB). En dépit d'une certaine diminution, en rythme annuel, le déficit courant a encore été de l'ordre de 3 milliards de dollars au premier semestre de 1977. Le déficit commercial, en augmentation sensible déjà dès 1972, s'est fortement élargi à partir de 1974, tandis que l'excédent très substantiel, et jusqu'alors croissant, enregistré par les opérations invisibles a eu tendance à diminuer. La dégradation très prononcée des termes de l'échange, en 1974, a eu, comme dans la plupart des autres pays Membres, une incidence défavorable sur les échanges commerciaux. Par ailleurs, la récession mondiale et la reprise hésitante qui a suivi ont entraîné un ralentissement de la croissance des marchés à l'exportation. Des facteurs particuliers ont aussi contribué à aggraver cette évolution. Au premier semestre de 1977, notamment, des comportements spéculatifs liés à l'attente d'une dévaluation de la peseta ont fortement affecté les invisibles et les mouvements de capitaux privés. L'amélioration remarquable de la balance des paiements au cours du deuxième semestre de 1977, qui a permis de ramener le déficit courant pour l'ensemble de l'année à 2.5 milliards de dollars (contre 4.3 milliards en 1976), est décrite dans la partie III de l'Etude.

De 1974 à 1976, le déficit considérable de la balance des opérations courantes a pu être en partie financé par un accroissement substantiel des entrées nettes de capitaux à long terme, reflétant essentiellement un endettement accru du secteur privé et du secteur public. Les importantes réserves de change accumulées jusqu'en 1973 ont aussi été partiellement mobilisées et en 1975 un tirage a été effectué sur le FMI au titre des « facilités pétrolières ». Compte tenu de cette évolution, le taux de change effectif de la peseta a fait preuve d'une grande fermeté jusqu'à la fin de 1975. Au cours de 1976, toutefois, la peseta s'est dépréciée assez sensiblement et la stabilité relative intervenue au premier semestre de 1977, en dépit d'une accentuation des tensions liée à des facteurs spéculatifs, n'a pu être obtenue qu'au prix d'un fort endettement du secteur public et d'une perte considérable de réserves. Aussi, en juillet de l'année dernière, les autorités ont-elles été amenées à procéder à une dévaluation marquée de la peseta, suivie à l'automne d'un plan général de stabilisation visant aussi à restaurer l'équilibre interne.

12 Il faut indiquer que l'INE a modifié, depuis le début de 1977, la méthode de calcul des taux de salaire horaire pour éliminer l'incidence des paies extraordinaires de juillet et décembre et de la baisse saisonnière de la durée du travail en août. Ces taux sont obtenus à partir d'enquêtes trimestrielles qui couvrent environ 30 % de la population salariée. Ils ont progressé en moyenne de 26.9 % en 1974, 30.6 % en 1975, 29.8 % en 1976 et de 22 % pour les neuf premiers mois de 1977.

13 En termes de comptabilité nationale et en moyenne annuelle, les salaires, nets des cotisations sociales, ont progressé en 1977 de 25.3 %, soit une progression du pouvoir d'achat de 0.9 %. En 1976, l'augmentation nominale avait été de 22 % et l'augmentation réelle de 3.8 %.

Tableau 6 Balance des paiements
Optique des transactions, en millions de dollars

a) EVOLUTION A MOYEN TERME						
	1970-73	1974-76	1974	1975	1976	1977
Exportations fob	3 696	8 020	7 265	7 807	8 989	10 552
Importations fob	6 030	15 281	14 334	15 195	16 316	16 624
Balance commerciale	-2 334	-7 261	-7 069	-7 386	-7 327	-6 072
Services nets	1 923	2 441	2 679	2 755	1 891	2 418
<i>dont</i> : Tourisme	2 131	2 885	2 869	3 096	2 679	3 440
Transferts privés nets	932	1 158	1 154	1 162	1 158	1 150
Transferts publics nets	-5	-14	-8	-19	-16	-8
Balance courante	516	-3 676	-3 244	-3 488	-4 294	-2 512
Capitaux à long terme	716	1 798	1 669	1 803	1 921	3 219
Privés	761	1 584	1 613	1 788	1 350	1 960
Publics	-45	214	56	15	570	1 259
Balance de base	1 232	-1 878	-1 575	-1 685	-2 373	707
Capitaux à court terme ¹	82	1 005	783	930	1 302	451
Balance des transactions						
non monétaires	1 314	-873	-792	-755	-1 071	1 158
Capitaux monétaires	3	-6	60	-70	-10	645
Crédit FMI	..	231	..	605	88	..
Variation des réserves officielles	1 317	-648	-732	-220	-993	1 803

b) EVOLUTION RÉCENTE

	1976		1977	
	I	II	I	II
Chiffres non corrigés des variations saisonnières				
Exportations fob	4 332	4 637	5 488	5 064
Importations fob	7 956	8 360	8 664	7 960
Balance commerciale	-3 604	-3 723	-3 176	-2 896
Services nets	646	1 245	455	1 963
<i>dont</i> : Tourisme net	1 119	1 560	1 043	2 397
Transferts privés et publics nets	634	508	412	730
Balance courante	-2 324	-1 970	-2 309	-203
Chiffres corrigés des variations saisonnières				
Exportations fob	4 142	4 847	5 266	5 286
Importations fob	7 657	8 659	8 307	8 317
Balance commerciale	-3 515	-3 812	-3 041	-3 031
Invisibles courants	1 671	1 362	1 521	2 039
Balance des opérations courantes	-1 844	-2 450	-1 520	-992

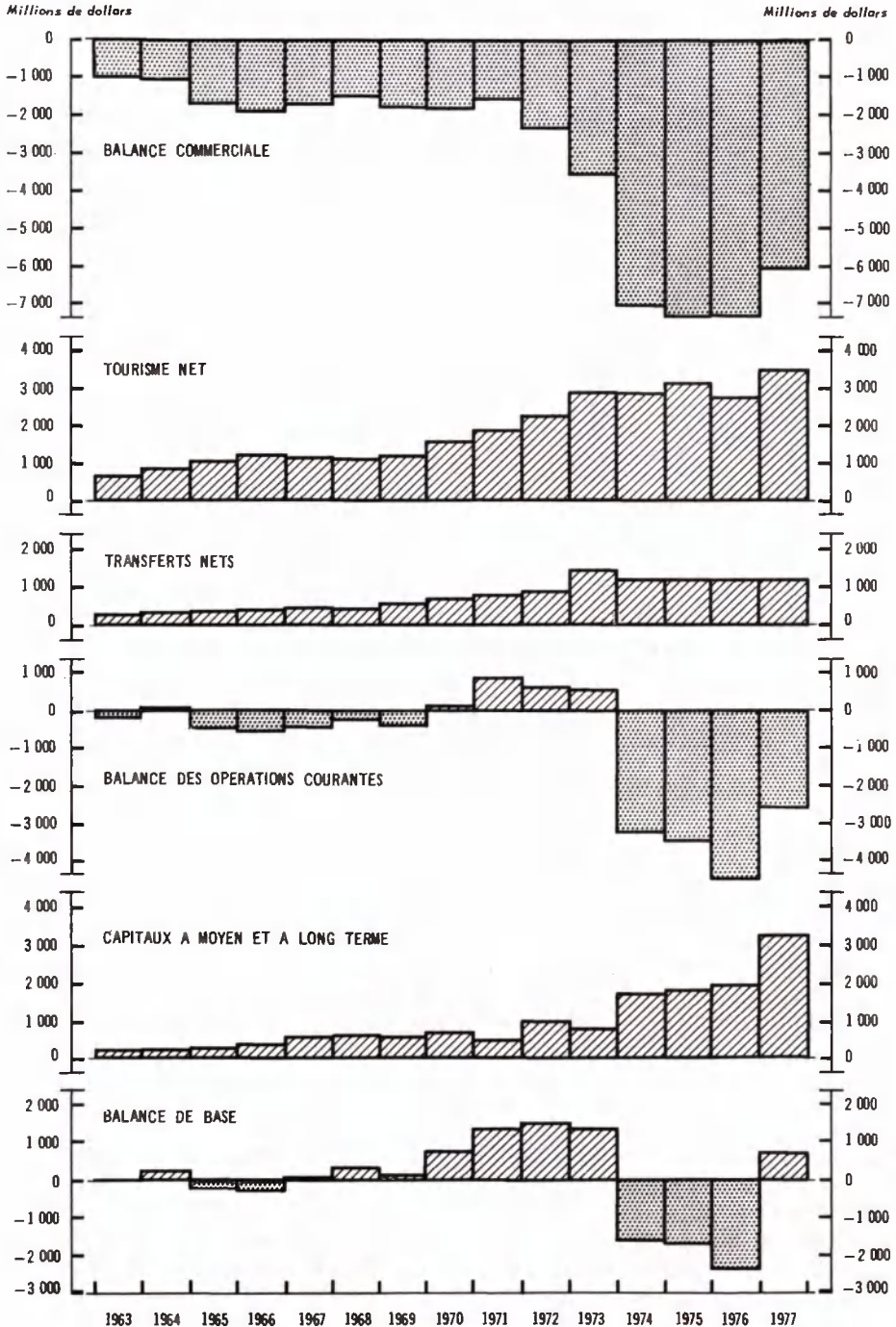
1 Y compris erreurs et omissions, et les comptes intérieurs en devises des banques.

Sources : Ministère du commerce et estimations du Secrétariat.

Commerce extérieur

Pour autant que l'on puisse en juger et abstraction faite des fluctuations à très court terme décrites dans les précédentes Etudes de l'OCDE, les exportations en volume se sont accrues au cours des trois années 1974-1976 à un rythme relativement soutenu, assez sensiblement inférieur toutefois au taux d'expansion enregistré sur la période 1970-1973 (environ 9.5 % en moyenne annuelle contre 13 %). L'expansion des exportations s'est poursuivie au premier semestre de 1977 à un rythme annuel désaisonnalisé d'environ 8 %. On a en effet

Graphique 3 Structure de la balance des paiements



Sources : Ministère du Commerce et estimations du Secrétariat.

observé une décélération de la croissance des marchés à l'exportation pour les produits manufacturés, liée à la récession mondiale et au caractère modéré et hésitant de la reprise qui a suivi ; les gains de part de marchés très importants réalisés dans le passé ont d'autre part eu tendance à s'amenuiser. Cette dernière évolution paraît elle-même être imputable à plusieurs facteurs. Tout d'abord, l'accentuation de la concurrence internationale résultant du ralentissement du commerce mondial et de l'affaiblissement de la demande intérieure dans la plupart des pays industrialisés ; d'autre part, une dégradation de la situation relative des coûts en Espagne, qui n'a pu être intégralement amortie par une compression des marges unitaires de profit ou par l'évolution du taux de change.

Tableau 7 **Evolution en volume du commerce extérieur**
Pourcentage annuel de variation

	1970- 73	1973- 76	1974	1975	1976	1977	1977 I ¹	1977 II ¹
Exportations de marchandises								
Comptes nationaux	13.3	5.9	..	..	14.0	11.5	..	..
INE	16.3	8.2	7.0	3.1	14.9	12.0	16.9	7.6
Banque d'Espagne	12.9	9.2	6.1	3.8	18.2	..	17.4	..
Ministère du Commerce	..	..	..	..	13.2	13.1	13.4	12.8
Importations de marchandises								
Comptes nationaux	12.0	2.9	6.0	-3.1	6.0	-5.3	..	..
INE	11.9	4.2	3.0	-0.8	10.5	-6.3	-4.5	-8.3
Banque d'Espagne	11.6	2.8	2.7	-3.2	9.1	..	-2.7	..
Ministère du Commerce	..	..	..	..	5.9	-5.0	-1.2	-8.9

1 Par rapport au semestre correspondant de l'année précédente.
Sources : Institut national de la statistique et Banque d'Espagne.

Etant donné la structure par produits des exportations, il n'est pas douteux que l'apparition de nouveaux concurrents, pour l'essentiel des pays en voie de développement non producteurs de pétrole d'Amérique latine et du Sud-Est asiatique ainsi que des pays de l'Est, a contrarié la pénétration des exportations espagnoles sur les marchés mondiaux. C'est ainsi que pour les produits textiles, les vêtements et les chaussures, la part des importations de l'OCDE en provenance d'Espagne a eu tendance à se stabiliser, alors qu'elle s'était fortement accrue dans la deuxième moitié des années 1960 et au début des années 1970. Parallèlement, on a assisté pour ces produits à une progression sensible de la part des ventes des nouveaux concurrents. Pour les exportations de fer et d'acier et de navires, la performance de l'Espagne sur les marchés de l'OCDE a été nettement meilleure, mais il est probable que la concurrence sur les marchés tiers s'est fortement accentuée. Par ailleurs, l'industrie espagnole n'a pas procédé à des restructurations et à un redéploiement accéléré de la production qui lui auraient permis de renforcer sa capacité concurrentielle et de mieux s'adapter à l'évolution de la demande mondiale. Bien qu'en baisse, le flux encore substantiel d'investissements directs étrangers au cours de ces dernières années, en vue notamment d'orienter la production vers les marchés extérieurs, a cependant eu une incidence favorable sur les exportations. Cela a notamment été le cas des projets réalisés dans le secteur de l'automobile. Au plan géographique, une réorientation des exportations est aussi intervenue. C'est ainsi que les ventes à destination des pays producteurs de pétrole se sont accrues rapidement depuis 1974 et, bien

Tableau 8 Evolution et structure des importations de l'OCDE
En pourcentage

	1962-64	1965-67	1968-70	1971-73	1974-76
Importations en provenance d'Espagne par rapport aux importations totales de l'OCDE					
Textiles (65)	0.69	0.57	0.75	0.81	0.86
Articles minéraux non métalliques (66)	0.27	0.22	0.38	0.73	0.97
Fer et acier (67)	0.42	0.30	0.51	1.24	1.32
Articles manufacturés en métal (69)	0.35	0.37	0.75	1.32	1.74
Machines et appareils (719) ¹	0.10	0.14	0.26	0.42	0.59
Navires et bateaux (735)	1.78	0.11	0.25	2.11	2.35
Vêtements (84)	0.57	0.57	0.72	1.05	1.11
Chaussures (85)	1.34	2.70	6.64	9.81	9.84
Articles manufacturés divers (89)	0.64	0.84	0.74	1.12	1.41
Ensemble de ces produits	0.51	0.46	0.73	1.24	1.43
Total (0 + ... 9)	0.82	0.78	0.84	1.04	0.98
Importations en provenance des nouveaux concurrents par rapport aux importations totales de l'OCDE²					
Textiles (65)	4.75	5.79	5.97	8.16	10.06
Articles minéraux non métalliques (66)	6.68	13.92	12.13	6.85	9.75
Fer et acier (67)	6.63	6.86	6.45	6.59	6.84
Articles manufacturés en métal (69)	1.72	2.39	2.99	4.29	5.65
Machines et appareils (719) ¹	0.54	0.70	0.88	1.29	1.74
Navires et bateaux (735)	2.79	3.54	6.78	9.22	7.25
Vêtements (84)	17.69	20.39	25.19	33.02	37.80
Chaussures (85)	10.43	11.46	11.83	18.96	26.03
Articles manufacturés résiduels (89)	6.92	8.30	10.97	10.96	13.76
Ensemble de ces produits	5.67	7.36	8.35	9.74	11.88
Total (0 + ... 9)	7.37	7.77	7.80	8.06	8.46

1 Y compris les pièces détachées pour machines mais à l'exclusion de l'appareillage électrique.

2 Les nouveaux pays concurrents retenus sont les suivants : Afrique du Sud, Mexique, Brésil, Singapour, Corée (Sud), Formose, Hong Kong, Yougoslavie, Gibraltar, Malte, Chypre, URSS, République Démocratique d'Allemagne, Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie, Roumanie, Bulgarie.

Source : OCDE, *Statistiques du commerce extérieur*.

qu'elles soient concentrées sur un nombre relativement restreint de produits, elles représentent actuellement 11 % des exportations globales, soit un pourcentage légèrement supérieur à celui de l'ensemble des pays de l'OCDE. La part des exportations vers les pays à économie centralement planifiée demeure encore modeste mais elle a aussi eu tendance à s'accroître pour atteindre près de 3 % en 1977.

Au-delà de fluctuations marquées d'une année à l'autre, la croissance des importations de marchandises en volume a été extrêmement faible au cours des trois années 1974-1976, de l'ordre de 3 % en moyenne annuelle. Cette évolution, étroitement liée à la décélération marquée du taux d'expansion de l'activité, résulte aussi d'une diminution de l'élasticité à l'importation qui s'est située sensiblement en deçà de sa valeur de moyenne période¹⁴. Parmi les facteurs qui ont pu influencer

14 L'évolution de l'élasticité des importations a été la suivante :

	1965-1970	1970-1973	1973-1976
Par rapport			
au PIB	1.29	1.66	1.08
à la production industrielle	1.09	1.14	0.97
à la demande intérieure totale	1.48	1.64	1.21
à la demande totale	1.27	1.52	1.08

négalement sur la propension à importer, il est probable que le cycle d'ajustement à la baisse des stocks a joué un rôle important. Il est vraisemblable, par ailleurs, que le ralentissement prononcé de la formation brute de capital fixe en biens d'équipement s'est accompagné d'une diminution des grands projets à fort contenu d'importations, qui s'étaient rapidement développés jusqu'en 1973. A l'opposé, la sécheresse qui a limité les possibilités de production d'énergie hydroélectrique a temporairement entraîné un gonflement des importations de produits énergétiques (18.6 % en volume) en 1976. D'une manière plus générale, la politique menée par les autorités en matière de prix énergétiques¹⁵ n'est aussi probablement pas étrangère à la forte augmentation de la propension à importer enregistrée pour les produits pétroliers au cours de ces dernières années. Au premier semestre de 1977, les importations de marchandises ont marqué une baisse substantielle (près de 3 % par rapport à la période correspondante de 1976 et environ 19 % en rythme annuel désaisonnalisé), reflétant pour partie un recul des importations de produits énergétiques.

Bien que le partage prix/volume soit particulièrement incertain et que les résultats varient sensiblement selon les séries statistiques utilisées, il semblerait que les échanges en volume aient exercé au cours de la période sous revue une incidence positive sur la balance commerciale. Ceci a notamment été le cas au premier semestre de 1977 lorsque les importations ont reculé alors que les exportations s'accroissaient fortement. Cette évolution n'a toutefois pas permis de compenser l'effet négatif très prononcé résultant de l'évolution des prix. La forte dégradation des termes de l'échange, consécutive à la poussée des cours des matières premières et au quadruplement du prix du pétrole à la fin de 1973, s'est en effet poursuivie bien qu'à un rythme plus lent jusqu'au premier semestre de 1977. En dépit de la forte progression des coûts et de l'évolution du taux de change, la hausse des prix à l'exportation a, par contre, été plus modérée, ce qui permet de penser qu'afin de préserver leur compétitivité prix les exportateurs espagnols ont dû accepter une réduction substantielle de leur marge de profit. Au total, en dépit d'une forte diminution par rapport au deuxième semestre de 1976, le déficit au titre des échanges de marchandises, qui s'était élevé en moyenne annuelle à près de 7.3 milliards de dollars au cours des trois années 1974-1976, a encore atteint en rythme annuel désaisonnalisé près de 6 milliards de dollars au premier semestre de 1977.

Invisibles et balance des opérations courantes

En croissance rapide jusqu'en 1973, l'excédent traditionnel dégagé par les opérations invisibles courantes a eu tendance à s'amenuiser à partir de 1974. La réduction particulièrement marquée intervenue en 1976 s'est encore accentuée au premier semestre de 1977, sous l'effet de facteurs spéculatifs. Le renversement de la tendance des invisibles courants s'explique par plusieurs facteurs : tout d'abord, un plafonnement des entrées nettes au titre du tourisme au niveau record atteint en 1973, soit environ 2.9 milliards de dollars. Ce mouvement a résulté d'une progression régulière des dépenses des touristes espagnols à l'étranger, qui atteignent désormais une ampleur non négligeable, et d'un ralentissement sensible de l'expansion des recettes touristiques. Le nombre de touristes entrés en Espagne¹⁶, qui s'était accru très rapidement et sans interruption depuis le début des années 60 pour atteindre un maximum historique de 34.5 millions de personnes en 1973, s'est stabilisé à 30 millions environ au cours des trois années suivantes. La durée

15 Sauf pour l'essence, la hausse des prix à l'importation n'a été que très partiellement répercutée sur le marché intérieur.

16 Y compris les Espagnols résidant à l'étranger.

Tableau 9 Balance commerciale : partage prix-volume
(fob/fob) en millions de pesetas

Contribution à la variation globale	1973-74	1974-75	1975-76	1977 I
				1976 I en terme annuel
				Réduction du déficit = +
Sur la base des indices de prix de l'INE				
Volume				
Termes de l'échange	6 368	14 812	-5 702	92 311
Sur la base des indices de prix de la Banque d'Espagne				
Volume	-207 117	-32 384	-60 502	-58 790
Termes de l'échange	5 103	29 155	15 968	83 082
Variation globale	-205 852	-46 727	-82 172	-49 561
	-200 749	-17 572	-66 204	33 521

Source : Secrétariat de l'OCDE.

moyenne du séjour a aussi été moins longue qu'au début des années 1970 et on a assisté à une baisse du taux d'occupation dans les hôtels. Des calculs très approximatifs effectués par le Secrétariat, à partir de statistiques sur les nuitées dans l'ensemble des moyens d'hébergement, suggèrent que l'Espagne aurait subi en 1976 des pertes de parts de marchés touristiques particulièrement importantes, ce qui s'explique en grande partie par la dégradation relative de la compétitivité/prix des services touristiques. Au premier semestre de 1977, les recettes touristiques (en pesetas) ont augmenté d'environ 6 % par rapport à la période correspondante de 1976 alors que le nombre de touristes s'est accru de 11 %. Mais comme la hausse des prix à la consommation au cours de la période a été de

Tableau 10 Performance touristique de l'Espagne¹
Variation en pourcentage par rapport à l'année précédente

	1974	1975	1976
Croissance des marchés touristiques	-5.0	6.0	0.5
Nuitées des touristes étrangers en Espagne	-8.5	8.5	-16.0
Pertes (—) ou gains (+) de parts de marchés	-3.5	2.5	-16.5

¹ Les gains ou les pertes de parts de marchés touristiques ont été mesurés par la différence entre le pourcentage de variation des nuitées enregistrées dans l'ensemble des moyens d'hébergement en Espagne, au cours d'une année donnée, et la croissance théorique qui aurait eu lieu si la part de l'Espagne dans les flux touristiques en provenance de dix régions et à destination de quatorze pays européens était restée constante. Les régions de provenance sont les suivantes : l'Allemagne, la France, la Belgique, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Italie, les autres pays européens de l'OCDE, et le reste du Monde. Les pays de destination sont : la Suisse, l'Allemagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège, l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Yougoslavie.

Sources : OCDE, *Politique du Tourisme et tourisme international dans les pays de l'OCDE*, 1975, 1976, 1977 ; estimations du Secrétariat.

près de 22 %, il est fort probable que le montant des recettes touristiques, enregistré par les statistiques de balance des paiements à partir des achats de devises, a été assez sensiblement sous-estimé et que d'importants achats de pesetas ont eu lieu à l'étranger.

De 1974 à 1976, le solde des transferts s'est stabilisé à environ 1 150 millions de dollars, comparé au chiffre record de 1 420 millions atteint en 1973. Cette évolution est due essentiellement au ralentissement très sensible de l'émigration mais, compte tenu du mouvement des salaires et des taux de changes dans les principaux pays d'accueil des travailleurs émigrés, il est probable que

d'autres facteurs ont aussi exercé une incidence négative (incertitudes politiques, anticipations d'une dévaluation de la peseta). Ceci paraît notamment avoir été le cas au premier semestre de 1977 lorsque, par rapport à la période correspondante de 1976, les recettes provenant des transferts privés ont diminué d'environ 15 % (en pesetas). Les pertes de réserves au cours des dernières années et l'endettement croissant à l'égard de l'extérieur ont entraîné une très forte progression des sorties nettes au titre des revenus de l'investissement, tandis que le déficit résultant des frais d'étude et de coopération technique et des redevances de production a aussi eu tendance à s'élargir considérablement.

La dégradation de la balance des opérations courantes durant ces dernières années doit aussi être examinée dans le contexte de l'évolution différentielle des niveaux d'activité entre l'Espagne et ses partenaires commerciaux. De 1973 à 1976, le taux de croissance du PIB en volume a été plus rapide en Espagne (8 % sur l'ensemble de la période) que celui de la moyenne des pays Membres, pondéré par la structure des exportations espagnoles (4³ %). Or, la zone de l'OCDE intervient pour plus de 60 % du commerce global de l'Espagne, ce qui n'a pas manqué d'avoir une incidence d'autant plus défavorable sur la balance commerciale que les exportations au cours de cette période n'ont représenté que 53 % de la valeur des importations¹⁷. Par ailleurs, si l'on compare l'évolution des transactions économiques et des règlements depuis 1974¹⁸, des divergences importantes n'apparaissent au niveau du commerce qu'à partir du premier semestre de 1977, ce qui s'explique par un renversement des termes de paiements lié à l'attente généralisée d'une dévaluation de la peseta. En ce qui concerne les opérations invisibles, dont la plupart (notamment le tourisme et les transferts) sont comptabilisées à partir des règlements, il est probable que d'importantes sorties de capitaux se sont produites dès le deuxième semestre de 1976. Au total, dans l'optique des transactions, le déficit courant a pu être, en rythme annuel désaisonnalisé, de l'ordre de 3 milliards de dollars. Si l'on tient compte toutefois de la forte baisse des importations de produits pétroliers intervenue au cours de la période, l'amélioration par rapport au deuxième semestre de 1976 a été moins marquée que la comparaison des chiffres figurant au tableau 6 ne tendrait à le suggérer.

Mouvements de capitaux et taux de change

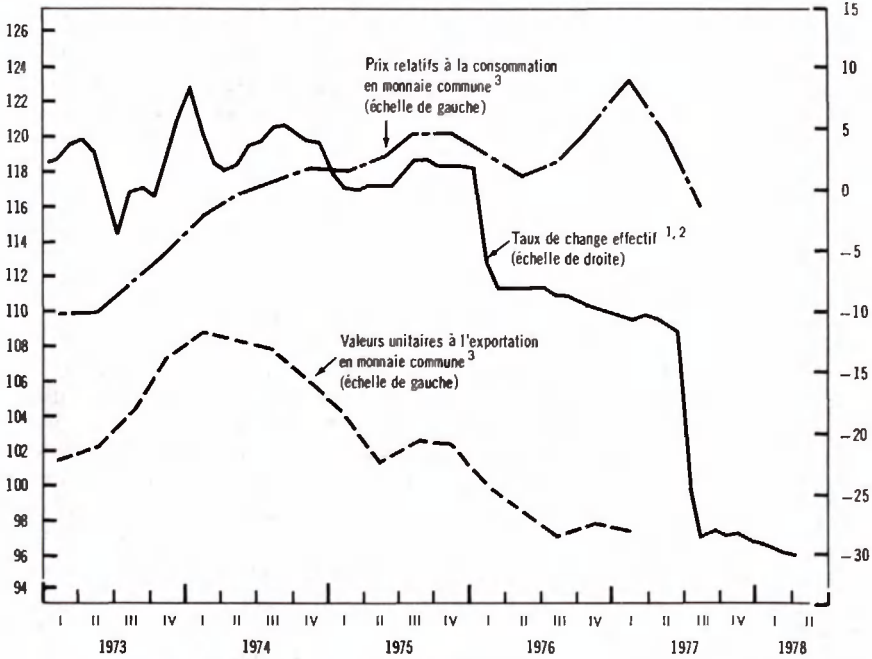
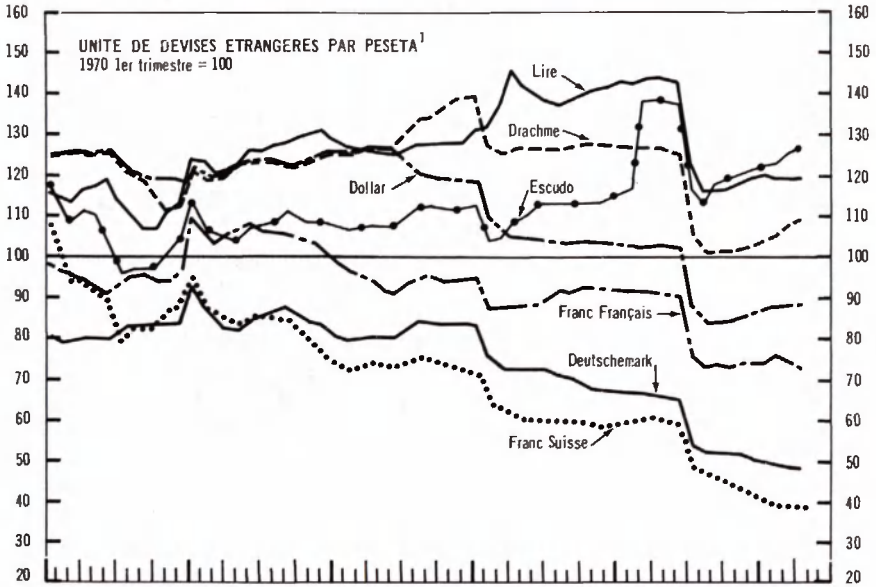
La très forte progression de l'excédent enregistré de 1974 à 1976 par les mouvements de capitaux non monétaires a permis de financer en partie l'élargissement du déficit courant. En dépit d'une tendance à la baisse des entrées nettes au titre des investissements directs et d'achats d'immeubles, et du déficit croissant

17 Compte tenu de ce décalage entre le niveau des exportations et des importations, un pourcentage identique de croissance entraîne une augmentation du déficit commercial.

18 L'évolution des transactions et des règlements depuis 1974 a été la suivante (en données brutes et en milliards de pesetas) :

	1974	1975	1976	1977	1977-1	1977-11
Optique des transactions						
Balance commerciale	-406	-424	-490	-460	-219	-241
Invisibles courants	220	224	203	284	60	224
Balance des opérations courantes	-186	-200	-287	-176	-159	-17
Optique des règlements						
Balance commerciale	-433	-415	-490	-525	-292	-233
Invisibles courants	242	240	223	320	67	253
Balance des opérations courantes	-191	-175	-267	-205	-225	20

Graphique 4 Taux de change



- 1 Moyenne mensuelle de données journalières.
- 2 Écart en pourcentage par rapport au 1^{er} trimestre 1970.
- 3 Moyenne mobile sur trois trimestres.

Source : Secrétariat de l'OCDE.

enregistré par les investissements de portefeuille, le solde excédentaire des mouvements de capitaux privés à long terme s'est fortement accru, ce qui reflétait en partie une augmentation des crédits commerciaux mais surtout un gonflement marqué de l'endettement des entreprises sous forme notamment d'emprunts financiers. En 1976, un certain recul des entrées nettes de capitaux privés est intervenu mais cette évolution a été plus que compensée par des emprunts publics. Au cours de ces trois années, les mouvements de capitaux à court terme (y compris les erreurs et omissions) ont aussi dégagé un excédent croissant, qui a dépassé 1.2 milliard de dollars en 1976. Au premier semestre de 1977, l'endettement à long terme du secteur privé a eu tendance à se réduire quelque peu mais celui du secteur public s'est fortement développé. Au total, l'endettement extérieur brut global de l'Espagne, pour l'essentiel à moyen terme, s'est accru dans des proportions très importantes, passant d'environ 3.5 milliards de dollars au moment de l'éclatement de la crise pétrolière à environ 13 milliards à la fin de 1977, dont près de 7.9 milliards pour la dette publique ou garantie par l'Etat.

Bien que substantielle, la diminution des réserves officielles de change durant les trois années 1974-1976 est restée inférieure à 2 milliards de dollars. Mais les interventions massives de la Banque d'Espagne au premier semestre de 1977, pour répondre aux pressions accrues s'exerçant sur le taux de change, ont entraîné une nouvelle perte de 1.2 milliard de dollars au cours de la période, qui a ramené le niveau des réserves nettes à la fin juin à 3.7 milliards de dollars. Le taux de change effectif nominal de la peseta¹⁹ qui s'était légèrement valorisé en 1974 ne s'est que faiblement déprécié en 1975, aucune fluctuation notable n'étant enregistrée par rapport au dollar. Après une dévaluation vis-à-vis du dollar d'environ 10 % en février 1976, le taux de change de la peseta a continué à glisser lentement jusqu'en janvier 1977, mais a ensuite fait preuve d'une assez grande stabilité jusqu'en juillet où il a subi une dévaluation d'environ 20 % à l'égard du dollar.

Depuis le début de la crise pétrolière et jusque avant la dévaluation de juillet 1977, la dépréciation effective nominale de la peseta a donc été relativement modérée, de l'ordre de 13.5 %²⁰ et notablement plus faible que celle des monnaies d'un certain nombre d'autres pays Membres ayant aussi enregistré au cours de la période une détérioration très marquée de leur position de balance des paiements. Compte tenu de la hausse des prix très substantielle intervenue en Espagne, la dépréciation de la peseta a d'autre part été plus faible que l'évolution du rapport instantané des pouvoirs d'achats ne l'aurait suggéré. Calculée à partir du mouvement des prix à la consommation, l'appréciation réelle effective de la peseta²¹ qui, par rapport à la fin de 1973, s'était stabilisée à environ 5 % en 1975 et 1976, a atteint environ 11 % au premier semestre de 1977. A la suite de la dévaluation de juillet, le taux de change effectif réel est retombé à son niveau du troisième trimestre de 1973. Le mouvement des prix relatifs à l'exportation des produits manufacturés entre l'Espagne et ses principaux concurrents a toutefois été fort différent. Exprimés en peseta, ceux-ci se sont accrus en 1974 pour diminuer ensuite progressivement en 1975 et 1976 et se stabiliser approximativement au premier semestre de 1976 au niveau de 1970. Une telle évolution suggère donc que les exportateurs espagnols ont suivi les prix mondiaux, en acceptant une compression de leurs marges unitaires de profit, situation à laquelle la dévaluation de juillet a dû largement permettre de remédier.

19 Calculé en utilisant une triple pondération pour tenir compte non seulement des flux commerciaux bilatéraux entre l'Espagne et ses partenaires commerciaux, mais aussi de la concurrence exercée sur les marchés tiers.

20 Deuxième trimestre de 1977 par rapport au quatrième trimestre de 1973.

21 Indice du taux de change effectif nominal multiplié par l'indice des prix relatifs à la consommation exprimé en peseta.

II POLITIQUE ÉCONOMIQUE - PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT ET DE RÉFORMES STRUCTURELLES

Malgré l'aggravation des déséquilibres tant au niveau de l'inflation et du déficit extérieur qu'au plan du chômage, la politique économique n'a pas été très active jusqu'à l'été 1977, les autorités s'étant plus efforcées de faciliter la transition du système politique que d'ajuster l'économie. Après avoir dans une première période (1974 et début de 1975) essayé de neutraliser les effets de la crise pétrolière sur l'économie, elles ont donné à la politique monétaire une orientation modérément restrictive, tandis que la politique budgétaire restait globalement neutre du fait, semble-t-il, plus des caractéristiques propres du secteur public que d'une volonté délibérée des pouvoirs publics. Puis, après les élections législatives de juin 1977, il a été décidé, devant l'accentuation du déficit extérieur et la spéculation contre la peseta, de dévaluer celle-ci de 20 % par rapport au dollar et de réduire la progression de la liquidité intérieure. Enfin, en octobre dernier, un accord a été conclu entre les principales formations politiques (Pacte de la Moncloa) sur un programme d'assainissement reposant sur une politique monétaire nettement restrictive et un freinage des coûts salariaux, la politique budgétaire devant atténuer les effets sur l'emploi des mesures d'austérité, sans apporter d'impulsion positive à l'activité. Au-delà de l'effort d'austérité à court terme, un catalogue de réformes structurelles souhaitables a été établi avec un calendrier de préparation allant jusqu'en 1979. Les différents chapitres de nature économique portent sur la réforme fiscale, le perfectionnement du contrôle des dépenses publiques, la politique de l'urbanisme et du logement, la réforme de la sécurité sociale et celle du système monétaire et financier, la politique agricole, la politique énergétique et le statut des entreprises publiques. Une réforme du système éducatif est aussi prévue. Jusqu'à présent, l'état d'avancement des travaux concernant ces diverses réformes paraît avoir été approximativement conforme au calendrier envisagé et certaines d'entre elles ont commencé à être mises en œuvre.

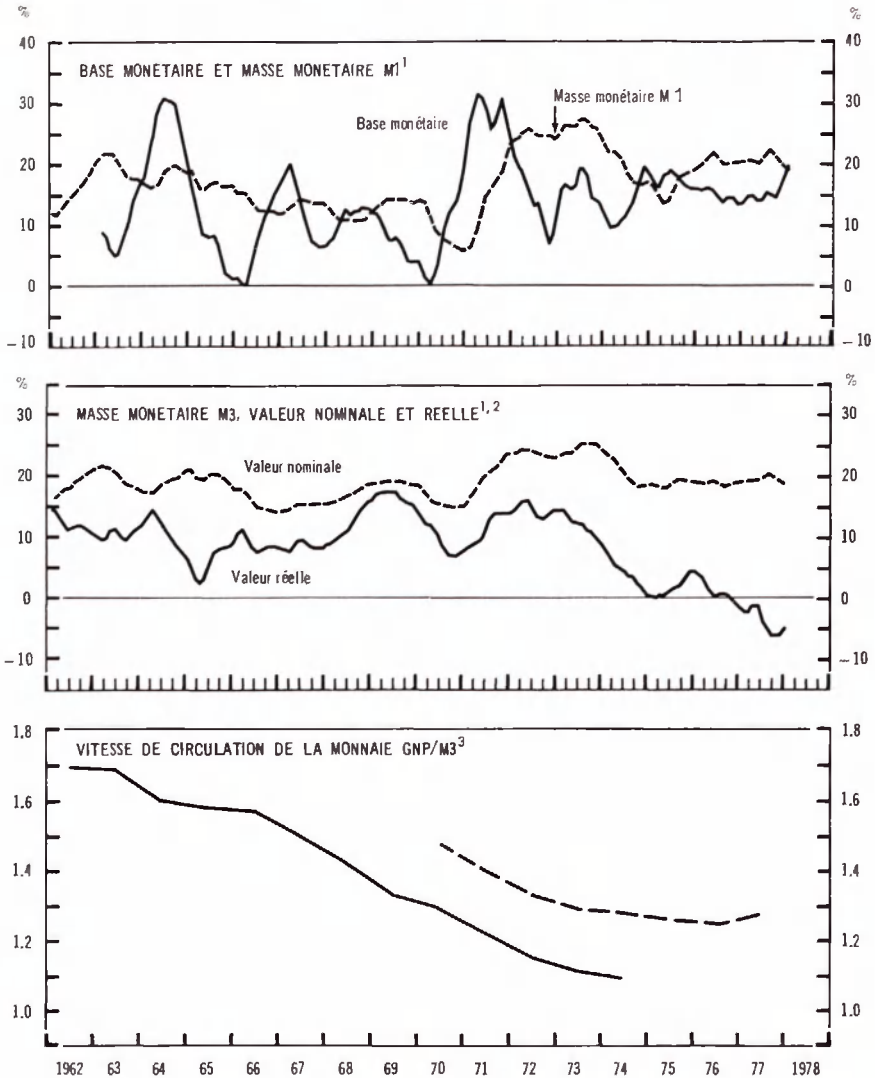
Politique monétaire

Au début de 1977, les autorités monétaires s'étaient fixé pour objectif une croissance des disponibilités liquides (M3) de 21 %, compatible avec un accroissement du PIB en volume de 3 % et une hausse des prix de 17 %. Au premier semestre de 1977, cet objectif a été globalement atteint, avec toutefois une évolution du PIB en valeur plus rapide que prévu. Puis, devant l'accentuation des tensions inflationnistes et l'aggravation du déficit extérieur, il a été décidé, parallèlement à la dévaluation de la peseta en juillet, de ramener le taux de croissance de M3 à 17 % à la fin de 1977, ce taux devant être maintenu en 1978²². L'ajustement effectif semble cependant avoir été amplifié par l'adoption d'une politique du crédit plus prudente de la part des banques ainsi que par la dégradation du climat conjoncturel. Aussi, le taux de croissance de M3 s'est sensiblement infléchi ; en moyenne, il est resté en deçà de l'objectif au quatrième trimestre de 1977²³ et est tombé à moins de 10 % en taux annuel en janvier 1978.

22 Les objectifs concernant M3 portent sur la série corrigée des variations saisonnières en moyenne mobile. En outre, la Banque d'Espagne se donne une marge de fluctuation de 2.5 % autour de l'objectif.

23 Pour l'ensemble de l'année, le taux de progression de M3 a été de 19.3 % (sur la base de la moyenne mensuelle des données journalières), ce qui implique que, compte tenu de l'évolution du PIB en valeur (25.5 %), on aurait assisté, pour la première fois depuis de nombreuses années, à une accélération de la vitesse de circulation de la monnaie.

Graphique 5 Principaux agrégats monétaires



1 Moyennes mobiles sur trois mois, taux de croissance par rapport au mois correspondant de l'année précédente.

2 Déflaté par l'indice des prix à la consommation.

3 Moyenne annuelle.

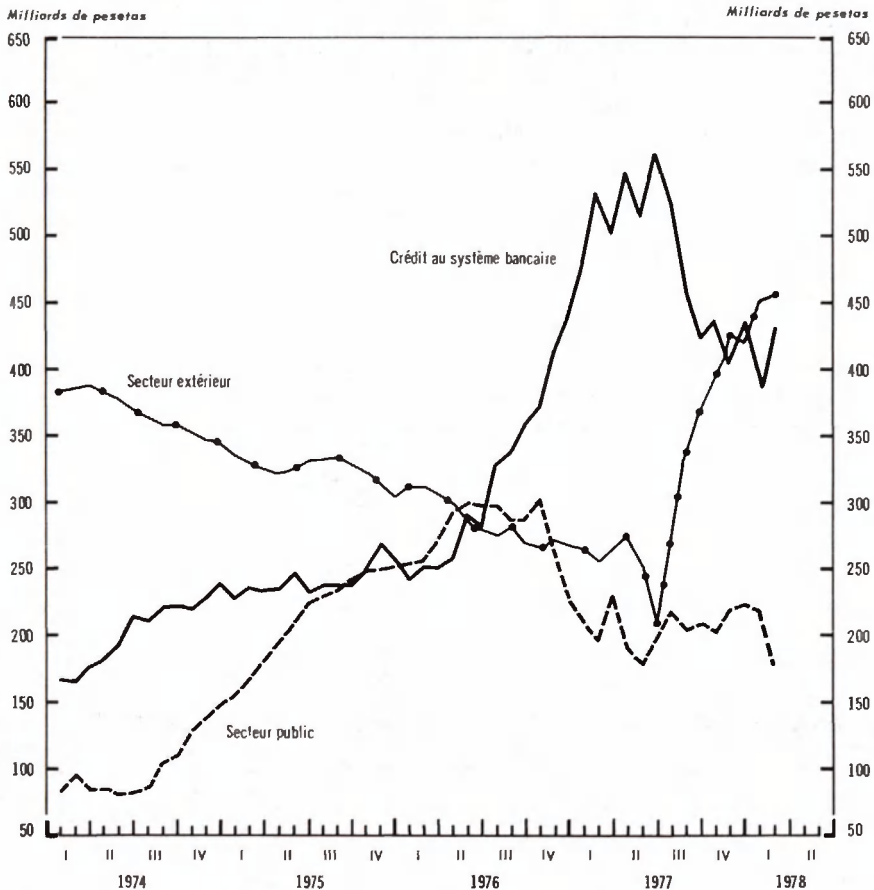
Sources: Banque d'Espagne, rapport annuel 1976; OCDE, principaux indicateurs économiques.

Toutefois, très récemment, le comportement des banques et des agents économiques semble s'être modifié et le taux de croissance des disponibilités liquides a marqué une sensible reprise en février 1978.

L'instrument principal utilisé par la Banque d'Espagne pour contrôler la masse monétaire a été, comme dans le passé, la régulation de la liquidité ban-

caire²⁴. Au premier semestre, la Banque centrale s'est efforcée de compenser l'effet de contraction résultant de l'élargissement du déficit extérieur et de la réduction des besoins de trésorerie du secteur public, en augmentant les crédits à court terme offerts aux banques commerciales et en abaissant leur coefficient de réserve, en deux étapes, de 6.25 à 5.5 %. A l'inverse, au deuxième semestre, alors que la balance des paiements exerçait un effet positif sur la création de liquidité, les crédits aux banques ont été très fortement réduits — de près de

Graphique 6 Contreparties de la base monétaire¹



1 Données corrigées des variations saisonnières par le Secrétariat.

Source : Banque d'Espagne, Bulletin de Statistique.

24 Le marché monétaire, sur lequel sont distribués les crédits de la Banque centrale aux banques, a pris une importance croissante dans la régulation monétaire. Ces crédits, qui ne représentaient au début de 1976 que 10 % des lignes de réescompte, dépassaient le montant de ces dernières de 40 % en juillet 1977. De même, au deuxième semestre, les autorités n'ont pratiquement pas modifié les lignes de réescompte, l'ajustement ayant exclusivement porté sur les crédits de régulation. Les techniques d'allocation de ces crédits ont été quelque peu modifiées avec la création d'un système d'adjudication qui complète le système antérieur de répartition en fonction du capital des banques.

80 % en taux annuel de juillet à octobre — tandis que les crédits au secteur public stagnaient. Dans le même temps, les anticipations liées à la mise en œuvre prochaine de la réforme fiscale ont conduit le public à accroître très considérablement ses encaisses de monnaie fiduciaire, au troisième trimestre, puis au début de 1978. Au total, la pression sur les liquidités bancaires a été très marquée et les réserves libres des banques ont atteint leur plus bas niveau historique. Devant cette évolution, la Banque d'Espagne a très largement réouvert depuis la fin novembre ses crédits au système bancaire.

Après avoir marqué une accélération notable au premier semestre, les crédits bancaires au secteur privé se sont ajustés au changement de la politique monétaire et au ralentissement des dépôts entraîné par la préférence accrue du public pour la monnaie fiduciaire. Le taux de croissance des crédits a été ramené de près de 26 % au premier trimestre à environ 13 % au quatrième. Malgré l'injection de liquidité par la Banque centrale et le retour à un niveau substantiel des réserves excédentaires, la décélération du crédit bancaire s'est accentuée jusqu'en janvier 1978, puis a été suivie en février d'une reprise modérée. Il semble en effet que le fléchissement de la demande intérieure et l'augmentation du financement par l'extérieur ont provoqué un affaiblissement de la demande de crédit²⁵, mais aussi que les banques soient beaucoup plus sensibles que par le passé aux incertitudes sur la solvabilité de leurs débiteurs. Par contre, l'expansion des crédits fournis par les caisses d'épargne²⁶ s'est poursuivie à un rythme soutenu (de l'ordre de

Tableau 11 Indicateurs monétaires
Variation en pourcentage par rapport à la période précédente, en taux annuel, c.v.s.

	Encours au 31-12-77 milliards de pesetas	1976 T4	1977			
			T1	T2	T3	T4
Monnaie fiduciaire	777.9	18.8	14.1	24.1	47.8	22.3
Dépôts à vue	2 070.1	22.4	19.2	20.2	21.1	7.5
Masse monétaire (M1)	2 848.0	21.4	17.8	21.2	27.8	11.4
Dépôts d'épargne	2 169.1	26.0	21.3	16.9	20.6	9.2
Dépôts à terme	2 420.6	15.5	18.0	20.4	18.4	21.2
Disponibilités liquides (M3)	7 437.7	20.7	18.9	19.7	22.4	13.9
Crédit au secteur privé	6 475.6	28.4	26.2	25.1	24.3	15.9
<i>dont</i> : Banques	4 793.6	27.8	26.4	26.0	24.4	12.6
Caisses d'épargne	1 184.5	27.4	24.5	24.5	22.0	24.2
Crédit officiel	497.5	37.2	28.3	18.3	31.0	29.8
			En pourcentage des dépôts			
Réserves excédentaires du système bancaire						
Banques		0.22	0.14	0.20	0.13	0.16
Caisses d'épargne		0.13	0.09	0.12	0.09	0.10

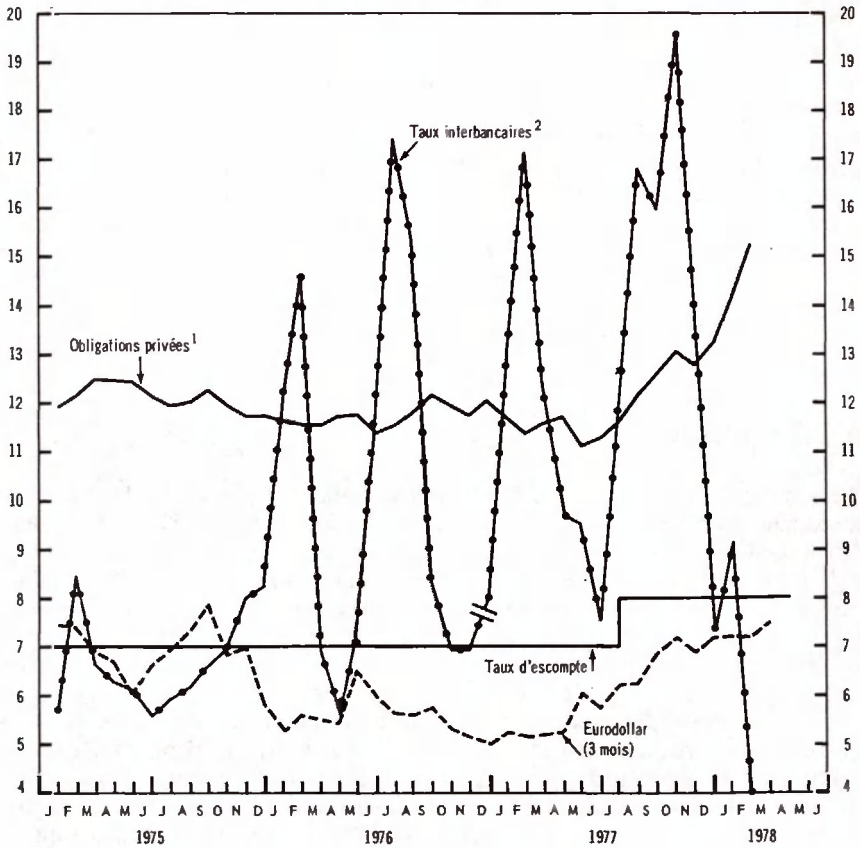
Source : Banque d'Espagne.

25 En outre, il semble qu'un nombre croissant d'entreprises ne paient pas les cotisations de sécurité sociale, réduisant par là même leurs besoins de financement. L'ampleur de ce phénomène est, toutefois, très difficile à chiffrer.

26 On peut rappeler que les caisses d'épargne drainent le tiers des dépôts et fournissent près de 20 % du crédit au secteur privé.

24 %) malgré un ralentissement sensible de leurs dépôts. Enfin, les opérations de prêts du crédit officiel, qui sont plus liées à des décisions administratives qu'à l'évolution conjoncturelle, ont progressé légèrement plus vite au deuxième semestre que dans la première partie de l'année. Au total, l'augmentation des crédits au secteur privé, fournis par l'ensemble des institutions de crédit, a été de 26 % en taux annuel au premier semestre, 16 % au quatrième trimestre et 11 % seulement en janvier 1978. Par ailleurs, les crédits au secteur public ont sensiblement reculé (— 10 % en moyenne annuelle en 1977), l'accroissement du déficit budgétaire étant pour partie compensé par une réduction du besoin de financement des collectivités locales et des organismes publics et surtout très largement financé par le recours à l'endettement extérieur.

Graphique 7 Taux d'intérêt



1 Rendement.

2 Taux au jour le jour.

Sources : Banque d'Espagne, Bulletin de statistique et Supplément.

L'orientation plus restrictive de la politique monétaire s'est accompagnée d'une hausse des taux d'intérêt qui a été accentuée par la mise en œuvre de mesures de libéralisation des taux à plus d'un an et une politique de relèvement des taux encore administrés. Les taux d'intérêt sur le marché monétaire ont marqué des fluctuations de grande ampleur liées aux mouvements enregistrés par les liquidités bancaires et qui ont été amplifiées par l'absence de marché secondaire. Après avoir atteint 20 % en octobre, les taux au jour le jour sont retombés à 2 % en février 1978 pour marquer une certaine reprise et pour atteindre 8 % en avril. Le taux de l'escompte de la Banque d'Espagne a été relevé en juillet 1977 de 7 à 8 %, ce mouvement étant répercuté sur les taux qui lui sont liés et qui concernent certaines opérations des banques et celles des instituts officiels de crédit. Les taux pratiqués par ces derniers se situent actuellement entre 8 et 11 % suivant le type et la durée du crédit. En même temps, les taux bancaires sur les crédits et les dépôts à moins d'un an ont été relevés d'environ 1 point²⁷. S'agissant des taux d'intérêt à plus d'un an, qui ont été progressivement libérés au cours des dernières années, une tendance progressive à la hausse s'est dessinée et ceux-ci ont atteint 9 à 9.5 % pour les dépôts et 14 à 17 % pour les crédits. Par ailleurs, après avoir quelque peu baissé au premier semestre, le rendement des obligations a marqué une reprise dans la deuxième partie de l'année dernière et a dépassé 13 %. Enfin, dans le cadre des mesures de libéralisation, les dépôts obligatoires sur les comptes en pesetas convertibles ont été supprimés.

Le marché des actions qui connaît depuis 1975 une tendance à la baisse a vu son déclin s'accroître en 1977. En juin, le cours des actions était retombé au niveau de 1970 et il enregistrait une nouvelle baisse de 25 % au deuxième semestre. Sur l'ensemble de l'année, le montant des émissions nouvelles d'actions cotées en bourse des sociétés non financières a reculé de 26 % par rapport au niveau déjà déprimé de 1976. Les émissions d'obligations, qui avaient diminué de 5 % au premier semestre²⁸, se sont vivement redressées au deuxième ; les émissions de titres publics ont plafonné en moyenne au niveau de 1976, en liaison vraisemblablement avec le recours croissant du Trésor au financement extérieur et seules les émissions de l'INI ont marqué une forte progression. Puis, en décembre 1977 et janvier 1978 les émissions de titres d'Etat ont été importantes et devraient atteindre 40 milliards de pesetas en 1978.

Politique budgétaire

Le budget initial de l'Etat pour 1977, élaboré à la fin de 1976, présentait un excédent et devait exercer un effet modérément restrictif sur l'activité avec une progression plus rapide des recettes que des dépenses. Compte tenu de l'adoption d'un programme de dépenses supplémentaires en février 1977 et d'une estimation révisée de la croissance prévisible des principaux agrégats budgétaires, le budget « corrigé » établi en octobre par les experts espagnols semblait nettement plus expansionniste. Par rapport aux prévisions initiales de 1976, l'expansion des dépenses et des recettes s'établissait à 48 % et 32 % respectivement, ce qui entraînait un déficit de plus de 100 milliards de pesetas, soit un montant exceptionnellement élevé pour l'Espagne (1.1 % du PIB). Cependant, les résultats provisoires d'exécution indiquent que si les recettes ont atteint approximativement les niveaux attendus, les dépenses ont été sensiblement moins élevées que prévu dans le budget « corrigé », en raison du retard dans les procédures d'approbation par le Parlement. Au total, le déficit budgétaire en termes de caisse et à l'exclusion

27 Ces taux atteignent respectivement 9 à 10.5 % et 3.75 à 6 %.

28 Par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

des opérations financières s'est élevé à 53 milliards de pesetas (0.6 % du PIB) alors que, en 1975 et 1976, le budget avait été proche de l'équilibre. Ces résultats pour l'ensemble de l'année recouvrent deux sous-périodes nettement distinctes avec une forte accélération des dépenses au premier semestre de 1977 par rapport à la période correspondante de 1976, suivie d'un ralentissement au deuxième. Aussi, après s'être soldé par un déficit de 70 milliards de pesetas pendant les six premiers mois de l'année²⁹, le budget a dégagé un excédent au second semestre, en dépit d'un ralentissement des recettes. Cependant, sur l'ensemble de l'année, l'impact sur l'activité est vraisemblablement resté, comme à l'accoutumée, limité.

La croissance rapide des revenus nominaux s'est accompagnée d'une accélération des impôts directs (+ 31 %) et plus particulièrement de l'impôt sur le travail personnel (IRTP)³⁰ (+ 50 % par rapport à 1976). L'augmentation des impôts indirects a été nettement plus modeste (+ 21 %) malgré l'introduction d'une surtaxe de 10 % sur l'impôt sur les transmissions, décidée en août 1976 et d'une surtaxe exceptionnelle de 20 % sur les droits à l'importation de certains produits, à compter d'octobre 1976. Au total, la part des impôts directs dans l'ensemble des recettes fiscales a continué à s'accroître pour atteindre 47 % en 1977 contre 40 % en 1974. L'IRTP a enregistré une progression particulièrement rapide, passant de 15 % des impôts en 1974 à 21 % en 1977.

Les dépenses budgétaires ont progressé pour leur part de près de 30 %. Les crédits extraordinaires votés en cours d'année ont atteint un niveau exceptionnellement élevé (150 milliards de pesetas) pour représenter 16 % des dépenses initialement prévues. Sur la base des informations disponibles concernant les autorisations de paiement pour le budget principal de l'administration centrale, les dépenses courantes ont progressé de 23.5 % en valeur, l'augmentation des salaires et des achats de biens et de services atteignant 22 %, soit une quasi-stagnation en termes réels. Les dépenses effectives de consommation ont donc été, en 1977, très inférieures aux prévisions, à la différence de ce qui avait été observé en 1976 où prévisions et réalisations avaient été très proches. La progression des dépenses en capital a été beaucoup plus rapide (+ 47 %), entraînée par un fort développement (+ 65 %) des transferts en capital, en particulier aux entreprises publiques. Le financement du déficit budgétaire, auquel il faut ajouter les transferts aux organismes officiels de crédit et des avances de trésorerie à certains organismes comme le FORPPA³¹ ou l'INI, a été assuré par un recours très important aux crédits extérieurs (1.2 milliard de dollars). L'émission de titres spéciaux du Trésor placés auprès du système bancaire (« cedula ») a été sensiblement plus faible qu'en 1976 et n'a couvert qu'une partie des transferts aux établissements officiels de crédit. Enfin, l'endettement de l'Administration centrale à l'égard de la Banque d'Espagne s'est légèrement accru alors qu'en 1976 l'Etat avait exercé un effet nettement restrictif sur la création de liquidité.

On ne dispose pas d'estimations du compte des administrations, en termes de comptabilité nationale, sur la base des réalisations pour 1977. Toutefois, selon les estimations très provisoires du ministère des Finances, les administrations publiques, prises dans leur ensemble, auraient exercé un effet expansionniste sur l'activité, en particulier au niveau des opérations courantes. L'épargne des administrations aurait été ramenée de 2.8 % du PIB en 1976 à 1.8 % en 1977 et le besoin de financement aurait atteint 1 % du PIB contre pratiquement un équilibre en 1976. Ce mouvement est imputable exclusivement aux opérations de l'Etat qui, après avoir dégagé un excédent notable en 1976, se seraient soldées

29 Ce mouvement, qui tient pour partie à des facteurs saisonniers qu'il est difficile d'isoler, est d'une exceptionnelle ampleur.

30 Il s'agit d'un impôt sur les salaires, prélevé à la source.

31 Fonds d'orientation et de régulation des produits agricoles.

Tableau 12 Administration centrale
a) RÉSULTATS DES COMPTES BUDGÉTAIRES ET DES OPÉRATIONS DU TRÉSOR

	1975	1976	1977	1975-76	1976-77
	En milliards de pesetas			Variation en %	
I Opérations budgétaires					
1 Recettes ¹	678.3	807.7	1 024.3	19.1	26.8
1.1 Impôts directs	246.4	315.1	414.3	27.9	31.5
1.2 Impôts indirects	327.0	389.5	472.8	19.1	21.4
1.3 Autres recettes	104.9	103.1	137.2	-1.7	33.1
2 Dépenses ¹	680.0	815.3	1 059.3	19.9	29.9
3 Solde des opérations budgétaires	-1.7	-7.6	-35.0		
II Opérations extra-budgétaires					
4 Recettes	24.7	88.8	103.2	259.5	16.2
4.1 Budget annexe	14.9	46.4	53.9		
4.2 Collectivités locales	9.8	42.4	49.3		
5 Dépenses	40.1	98.8	115.9	146.4	17.3
5.1 Budget annexe	14.9	47.4	53.8		
5.2 « Seccion Apendice »	14.5	7.1	17.3		
5.3 Collectivités locales	10.7	44.3	44.8		
6 Autres recettes (+) et autres dépenses (-)	7.4	45.2	-6.0		
7 Solde des opérations	-8.0	35.2	-18.6		
III Solde total	-9.7	27.6	-53.6		
IV Emprunts (+) et prêts (-)					
8 Banque d'Espagne ²	60.3	-56.8	16.0		
9 Pièces de monnaie émises par le Trésor	—	—	—		
10 Variations d'actifs financiers	-7.9	-7.8	-18.6		
11 Emprunts à l'extérieur	2.8	35.0	89.7		
12 Titres du Trésor (« cédulas »)	51.8	117.1	96.5		
13 Moins : Transferts aux établissements officiels de crédit	-97.3	-115.1	-150.0		
14 Emission de dette publique	—	—	20.0		

1 A l'exclusion des opérations financières.

2 A l'exclusion des organismes autonomes.

Source : Ministère des Finances.

par un déficit de plus de 100 milliards de pesetas en 1977. Par contre, le déséquilibre des collectivités locales aurait été largement résorbé tandis que les comptes de la sécurité sociale se solderaient par un excédent lié à une progression très rapide des cotisations (proche de 50 %).

Pour 1978, trois objectifs ont été assignés à la politique budgétaire : assurer globalement une orientation légèrement restrictive tout en favorisant la modération des coûts salariaux par un freinage de la progression des cotisations sociales et en atténuant les effets sur l'emploi des mesures de stabilisation. Reflétant les options générales inscrites dans l'accord de la Moncloa, la progression des recettes (+ 32 % par rapport aux prévisions « corrigées » pour 1977) devrait être nettement plus rapide que celle des dépenses (+ 24 %). Il faut cependant indiquer que, par rapport aux résultats provisoires pour 1977, le taux de croissance des dépenses comme des recettes serait de l'ordre de 30 %. Différentes mesures fiscales devraient entraîner un accroissement de la pression fiscale de l'ordre de 1 % du PIB, avec une progression particulièrement rapide des impôts directs qui, pour la première fois, se situeraient au même niveau que les impôts indirects.

Tableau 12 Administration centrale

b) PRÉVISIONS INITIALES DES RECETTES ET DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES

	1976	1977 ¹	1978	76-77	77-78
	En milliards de pesetas			Variation en %	
Recettes²					
Impôts directs	287.5	406.7	567.2	41.5	38.4
Impôts indirects	394.7	475.3	590.2	20.4	24.2
Total des impôts	682.2	882.0	1 157.4	29.3	31.2
Autres recettes	101.2	150.0	203.7	48.2	35.8
Total des recettes	783.4	1 032.0	1 361.1	31.7	31.9
Dépenses²					
Traitements et salaires	343.4	503.0	610.4	46.5	21.4
Achats de biens et services	49.7	61.8	77.7	24.3	25.7
Subvention et transferts	183.4	299.7	397.2	63.4	32.5
Intérêts de la dette publique	8.6	11.8	19.9	37.2	68.6
Total des dépenses courantes	585.1	876.3	1 105.2	49.8	26.1
Investissements directs	87.4	116.3	132.5	33.1	13.9
Transferts en capital	93.9	143.6	170.4	52.9	18.7
Total des dépenses en capital	181.3	259.9	302.9	43.4	16.5
Total des dépenses	766.3	1 136.2	1 408.1	48.3	23.9
Solde	+17.1	-104.2	-47.0		

1 Budget « corrigé ».

2 A l'exclusion des opérations financières.

Source : Ministère des Finances.

Il a en effet été décidé, dans le cadre des « mesures fiscales d'urgence », d'instaurer une surtaxe exceptionnelle sur l'IRTP pour les revenus supérieurs à 750 000 pesetas, d'augmenter les impôts sur les produits de luxe et de créer un impôt exceptionnel sur le patrimoine des personnes physiques. Pour ce dernier, la base imposable minimum a été fixée à 4 millions de pesetas³² avec un taux d'imposition progressif de 0.2 % jusqu'à 2 % au-dessus de 2.5 milliards de pesetas. L'ensemble de ces mesures pourrait se traduire par une augmentation de recettes en 1978 de l'ordre de 30 milliards de pesetas. Enfin, pour permettre une meilleure connaissance de la base d'imposition, une amnistie fiscale est accordée pour les personnes régularisant leur situation pour les impôts sur les revenus perçus en 1976 et, au total, les recettes supplémentaires pourraient atteindre 50 milliards de pesetas³³.

Au niveau des dépenses, la consommation de l'Etat devrait augmenter de 22 %. La progression rapide des transferts reflète essentiellement l'apport de l'Etat à la sécurité sociale. Enfin, il est prévu que les dépenses en capital progresseront nettement moins vite que les prix (14 % pour les investissements directs et 19 % pour les transferts). Mais un fonds d'action conjoncturel de 40 milliards est prévu concernant la construction scolaire. Si ce fonds est engagé, la progression des dépenses en capital s'établira à 32 %. Le déficit se situerait à 47 milliards de pesetas, à l'exclusion du fonds d'action conjoncturel, le montant maximum du déficit budgétaire ayant été fixé à 73 milliards de pesetas dans le cadre des accords de la Moncloa. Ce déficit devrait être financé essentiellement, comme en 1977, par des emprunts extérieurs d'un montant prévu de 70 milliards de pesetas (870 millions de dollars) et, pour le fonds d'action conjoncturel, par

32 Avec des abattements supplémentaires suivant la situation de famille.

33 En outre, la fraude fiscale est devenue un délit pénal et le secret bancaire a été supprimé pour les contrôles de l'administration.

Tableau 13 Secteur public en termes de comptabilité nationale
Prévisions initiales

	1976	1977 ¹	1978	76-77	77-78
	En milliards de pesetas			Variation en %	
Recettes courantes	1 518.0	2 146.8	2 531.3	41.4	17.9
<i>dont</i> : Impôts indirects	454.9	543.9	595.5	19.6	9.5
Impôts directs	327.7	453.0	541.2	38.2	19.5
Cotisations à la Sécurité sociale	604.1	958.0	1 131.6	58.6	18.1
Recettes en capital ²	37.2	43.2	169.5	16.1	292.4
Dépenses courantes	1 348.4	1 957.5	2 405.4	45.2	22.9
<i>dont</i> : Biens et services	266.0	334.4	408.5	25.7	22.2
Traitements	534.5	764.0	922.8	42.9	20.8
Prestations sociales	413.2	613.4	806.6	48.5	31.5
Transferts courants	76.0	124.6	145.5	63.9	16.8
Autres	58.7	121.1	122.0	106.3	—
Dépenses en capital	204.9	295.0	370.3	44.0	25.5
<i>dont</i> : Investissements directs	152.3	204.4	271.1	34.2	32.6
Transferts de capital	52.6	90.6	99.2	72.2	9.5
Solde courant	169.6	189.3	125.9		
Solde total	1.9	-62.5	-74.9		

1 Budget corrigé.

2 A l'exclusion des opérations financières.

Source : Ministère des Finances.

l'émission de 20 milliards de dette publique, le recours à la Banque d'Espagne devant être très limité. Cependant, certaines dépenses sont vraisemblablement sous-estimées. Il est probable que la situation difficile dans laquelle se trouve un certain nombre d'entreprises publiques et privées (la RENFE³⁴ ou les secteurs de la sidérurgie et des chantiers navals) entraînera des pressions pour un accroissement des transferts publics. De même, les subventions au FORPPA prévues dans le budget ne couvrent qu'une partie des besoins de financement de cet organisme. Dans la mesure où les autorités espagnoles se sont engagées à ne pas recourir aux « crédits supplémentaires » pour plus de 1.5 % du montant des dépenses prévues au budget, ces dépenses additionnelles pourraient être financées directement par le système bancaire.

Associé au budget de l'Etat, le budget de la sécurité sociale, dont le montant global atteint presque celui de ce dernier, a fait pour la première fois l'objet d'un vote au Parlement. La progression des transferts devrait rester rapide (+ 30 %), en liaison avec l'augmentation des pensions et l'élargissement de la couverture de l'assurance chômage. Mais l'expansion modeste des achats de biens et services et l'augmentation des transferts de l'Etat devraient permettre au compte de la sécurité sociale d'être proche de l'équilibre³⁵. A la suite d'une réforme décidée en 1973, la progression des cotisations de sécurité sociale s'était très fortement accélérée, dépassant celle des salaires et contribuant de façon significative à l'alourdissement des coûts salariaux. C'est ainsi que la part des cotisations sociales dans la masse salariale est passée de 16.3 % en 1970 à 19.5 % en 1976 et 20.6 %

34 La Société nationale des chemins de fer espagnols.

35 Si toutefois le phénomène de non-paiement des cotisations par les entrepreneurs qui est apparu en 1977 ne prend pas une trop grande ampleur.

en 1977³⁶. Pour ralentir ce mouvement, il a été décidé de limiter la progression des cotisations sociales à 18 % en 1978³⁷, alors que l'augmentation de la masse salariale globale est plafonnée à 22 %. La perte de recettes qui en découlera pour la sécurité sociale sera compensée par un transfert de l'Etat. D'une façon générale, les autorités espagnoles ont l'intention d'accroître le financement budgétaire de la sécurité sociale qui est actuellement l'un des plus faibles des pays de l'OCDE (4.3 % en 1975) pour le porter à 8.2 % en 1978 et 20 % en 1983. En ce qui concerne le problème du chômage, l'Etat versera une contribution de 60 milliards de pesetas au Fonds d'assurance chômage pour permettre d'en élargir la couverture. D'autre part, des allègements de cotisation sociale (50 %) sont prévus pour l'embauche temporaire de personnes recevant l'allocation chômage ou la création de nouveaux postes de travail d'une durée maximum de deux ans pour les jeunes à la recherche d'un premier emploi. A cet égard, des allègements fiscaux pourront aussi être accordés sous certaines conditions.

Pour l'ensemble des administrations, les prévisions en termes de comptabilité nationale font apparaître un déficit de 75 milliards de pesetas (soit environ 0.8 % du PIB). Les recettes progresseraient de 24 %, tandis que la consommation publique s'accroîtrait de 21.2 % (par rapport aux prévisions « corrigées » pour 1977) et d'environ 2 % en volume, soit le taux de croissance le plus faible enregistré depuis le début des années 1960. Les prestations sociales et surtout les subventions marqueraient un notable ralentissement par rapport à 1977. Enfin, les investissements directs devraient progresser à un rythme soutenu, tandis que l'augmentation des transferts en capital serait inférieure à 10 %. Mais, d'une façon générale, compte tenu de l'écart entre les prévisions et les réalisations en 1977, il est difficile d'apprécier précisément quelle sera l'incidence du secteur public sur l'activité en 1978.

La politique des prix et des salaires

Le troisième volet du programme de stabilisation repose sur la politique des prix et des salaires. Selon les accords de la Moncloa, le pouvoir d'achat des salaires devrait stagner en 1978 avec une progression maximum de 20 %, en moyenne annuelle, des salaires bruts, les cotisations sociales étant incluses, et de 22 % de la masse salariale totale y compris les glissements catégoriels. La moitié de l'augmentation de la masse salariale doit être répartie de façon linéaire pour permettre une progression du pouvoir d'achat des salaires les plus faibles. Cette norme s'impose à l'administration, aux entreprises du secteur public et à celles recevant une subvention de l'Etat. Pour le secteur privé, elle est indicative mais les aides publiques, fiscales ou financières, seront retirées en cas de dépassement du plafond. Par ailleurs, la législation sur les licenciements qui est actuellement très restrictive sera, dans cette hypothèse, assouplie et les entrepreneurs pourront licencier jusqu'à 5 % de leur personnel. Une clause de sauvegarde était cependant prévue dans le cas où la hausse des prix de décembre à juin 1978 dépasserait 11.5 %. Il faut rappeler à cet égard que, lors de la négociation du Pacte de la Moncloa, les pouvoirs publics s'attendaient à ce que le glissement des prix atteigne

36 L'Espagne se situe à une place assez moyenne parmi les pays de l'OCDE. Ainsi, la part des cotisations sociales dans la masse salariale s'élevait en 1976 à 29.4 % en Italie, 29.2 % en France, 25.1 % en Allemagne, 14.7 % en Suisse, 11.9 % aux Etats-Unis et 9.8 % au Royaume-Uni.

37 Ce rythme de progression devrait être atteint par l'unification à 34.3 % du taux de cotisation sur le salaire de base et le salaire complémentaire qui étaient auparavant respectivement de 44.7 % et de 27.5 %, et le relèvement du montant maximum du salaire complémentaire à 250 % du salaire de base. La variation globale des cotisations sociales est donc fonction de la structure des salaires sur laquelle on dispose de peu d'informations.

30 % en 1977. Enfin, en avril dernier, le salaire minimum mensuel a été porté à 16 400 pesetas³⁸, soit une augmentation de 9 % sur le niveau précédent fixé en octobre 1977 et de 22 % par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Le salaire minimum ne concerne qu'environ 600 000 personnes. Mais il sert également de base pour le calcul des cotisations sociales et son relèvement devrait se traduire, en l'absence de mesures correctrices, par un alourdissement des charges salariales.

S'agissant de la politique des prix, l'objectif est de ramener le glissement en cours d'année à 15 % contre 26.4 % en 1977 et 19.8 % en 1976. Le nombre de produits dont la hausse est soumise à une autorisation administrative a été réduit, mais les autorités cherchent en contrepartie à favoriser une modération volontaire par la conclusion d'accords de stabilisation avec les entreprises. Il est difficile de juger comment les hausses qui ont été décidées en mars 1978 pour les principaux produits agricoles s'insèrent dans cette politique. L'augmentation (près de 17 % en moyenne) est une des plus fortes enregistrées ces dernières années mais il s'agit de prix à la production et, dans certains cas, de prix d'intervention et non de marché. Enfin, une incertitude importante demeure concernant la politique qui sera pratiquée pour les tarifs publics et les prix administrés³⁹, en particulier ceux de l'énergie qui se situent à un niveau sensiblement inférieur à celui en vigueur dans la plupart des pays de l'OCDE. Les prix relatifs des produits pétroliers par rapport à la moyenne des autres biens et services ont même baissé en 1977.

Réforme des circuits financiers

Parmi les diverses mesures structurelles incluses dans le « Pacte de Moncloa », les projets les plus avancés concernent la réforme des circuits monétaires et financiers et celle de la fiscalité. La réforme des circuits monétaires et financiers amorcée depuis 1974 vise à renforcer le rôle des forces du marché en démantelant le système complexe d'intervention administrative actuellement existant et en assouplissant les rigidités institutionnelles. Le premier niveau concerne la régulation de la base monétaire. Pour élargir le contrôle de la Banque centrale sur les liquidités bancaires, il a été décidé, en juillet 1977, d'admettre sur le marché monétaire les caisses d'épargne qui devraient recevoir à partir de février 1978 30 % des crédits de régulation fournis par la Banque d'Espagne et de relever progressivement leur coefficient de réserve jusqu'au niveau de celui des banques commerciales. Désormais, les caisses d'épargne sont également autorisées à faire des opérations d'escompte. Par ailleurs, les techniques d'allocation des crédits de la Banque centrale sur le marché monétaire ont été modifiées. Le système antérieur de répartition à taux fixe en fonction des ressources propres des banques est complété par un mécanisme d'adjudication à taux variable qui devrait donner des indications plus significatives sur les tensions subies par la liquidité bancaire. Cet ensemble de mesures devrait faciliter le contrôle de la Banque d'Espagne sur les banques et les caisses d'épargne mais, étant donné l'échéancier fixé, certaines d'entre elles ne devraient pas avoir d'incidence notable avant la fin de 1978.

En ce qui concerne la répartition des crédits, la réforme devrait permettre d'alléger considérablement les contrôles administratifs et de réduire la part des crédits subventionnés. Les banques commerciales et les caisses d'épargne sont tenues d'acheter des titres publics⁴⁰ et d'octroyer des crédits subventionnés à

38 200 dollars par mois au taux de change courant.

39 En avril, les tarifs ferroviaires ont été relevés de 22 % et ceux du tabac de 30 à 50 % selon les produits.

40 Ces titres sont, pour l'essentiel, utilisés pour financer les instituts officiels de crédit.

certains secteurs (agriculture, construction, exportations)⁴¹, pour respecter leur « coefficient d'investissement » d'un montant équivalent, à la fin de 1976, à 24,8 % des dépôts pour les banques commerciales et 70 % pour les caisses d'épargne. En outre, les prêts fournis par les Instituts officiels de crédit à des taux d'intérêt préférentiels sont également réservés à certains secteurs. Au total, une part importante des crédits est allouée dans une large mesure indépendamment du fonctionnement des règles du marché. C'est pourquoi il a été décidé de réduire progressivement le coefficient d'investissement des banques et des caisses d'épargne. Dans une première étape, celui des caisses d'épargne a été ramené, en juillet 1977, à 63 % et devrait être abaissé à 35 % d'ici 1983, tandis que pour les banques commerciales le coefficient d'investissement devrait être ramené à 21 % d'ici 1980. Par ailleurs, l'éligibilité de certaines opérations est devenue automatique et non discrétionnaire et la Commission des Investissements a été supprimée⁴². De plus, les autorités ont l'intention d'imposer progressivement aux Instituts officiels de crédit de se financer sur le marché à concurrence de 30 % de leurs besoins et parallèlement d'aligner leurs taux d'intérêt sur ceux du marché pour le tiers de leurs crédits. Enfin, pour renforcer la concurrence, les banques étrangères seront prochainement autorisées à opérer en Espagne. Parallèlement, ainsi qu'on l'a déjà noté précédemment, les taux d'intérêt ont été progressivement libéralisés⁴³, la dernière mesure prise portant sur les taux à plus d'un an. Les taux sur les crédits bonifiés ont aussi été sensiblement relevés pour resserrer l'écart entre ces derniers et le taux du marché. Néanmoins, une certaine sélectivité est maintenue, tant au niveau des taux que de la répartition du crédit. D'une part, les Instituts officiels de crédit devront fournir des crédits à des taux préférentiels aux petites entreprises. D'autre part, 50 % des achats d'obligations par les caisses d'épargne et 75 % de leurs crédits devront être consacrés aux entreprises locales. Enfin, il est également prévu de modifier la composition des organes de gestion de la Banque d'Espagne, de transformer les statuts des instituts officiels de crédit et des caisses d'épargne et de créer un marché hypothécaire.

Réforme du système fiscal

La réforme du système fiscal doit répondre au double objectif d'efficacité et d'équité. Sous sa forme actuelle, la fiscalité espagnole est nettement régressive. Plus de la moitié des recettes fiscales au sens strict provient des impôts indirects. De plus, s'agissant des impôts directs, la part de l'impôt sur le revenu du travail personnel⁴⁴ a très rapidement augmenté au cours des années 1970 pour atteindre, en 1977, 21 % des impôts. En outre, les cotisations sociales qui représentent 45 % des recettes courantes totales du secteur public contribuent vraisemblablement à aggraver cet effet, dans la mesure où les salaires soumis à cotisation sont plafonnés. Enfin, l'évasion fiscale semble être importante, sans que l'on puisse mesurer l'ampleur du phénomène. Par ailleurs, l'élasticité des impôts par rapport au PIB est relativement faible⁴⁵, inférieure à la moyenne des pays de l'OCDE et la pression fiscale, bien qu'en augmentation sensible, reste peu élevée, se situant en moyenne à 20,7 % sur la période 1974-1976 contre 33,9 % pour l'ensemble de l'OCDE.

41 L'ensemble de ces opérations représentaient à la fin de 1976 17 % des actifs des banques commerciales et 62 % de ceux des caisses d'épargne.

42 Cet organisme décidait des titres qu'il était possible de comptabiliser pour le calcul du coefficient d'investissement.

43 Il faut cependant indiquer que les banques compensaient pour partie la fixité des taux par l'imposition de frais de commission parfois très élevés.

44 Impôt sur les salaires, prélevé à la source, et proportionnel avec deux abattements à la base.

45 L'élasticité des impôts directs sur les ménages est relativement forte, tandis que celle concernant les sociétés est une des plus faibles de l'OCDE.

Le projet gouvernemental prévoit de réaliser progressivement⁴⁶ une refonte complète des impôts directs et indirects. La fiscalité directe sur les ménages comprendra un impôt unique et progressif sur le revenu des personnes physiques, un impôt sur les sociétés, un impôt sur le capital et un impôt sur les successions. Les taux de l'impôt sur le revenu qui devrait entrer en vigueur dès 1979, seront calculés de telle sorte que le montant total de l'impôt ne devra pas dépasser 40 % de la base imposable⁴⁷. D'autre part, un projet de loi déposé au Parlement prévoit l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée au taux moyen de 10 % (avec un taux réduit de 5 % et un taux maximal de 30 %). Enfin, le premier projet de réforme de l'impôt sur les sociétés prévoit que le taux de cet impôt variera de 18 % pour les caisses d'épargne à 33 % pour les sociétés anonymes.

III TENDANCES LES PLUS RÉCENTES ET PERSPECTIVES A COURT TERME

Redressement du compte extérieur

L'amélioration de la situation de la balance des paiements constitue incontestablement le résultat le plus tangible obtenu depuis la mise en œuvre du programme de redressement. Dans l'optique des transactions, sur une base désaisonnalisée et partiellement corrigée du jeu des termes de paiements, le déficit de la balance des opérations courantes a été ramené à un taux effectif d'environ 1 milliard de dollars contre 1.5 milliard au premier semestre. En données non corrigées des variations saisonnières, la balance a été proche de l'équilibre et, dans l'optique des règlements, un léger excédent a été enregistré alors qu'au deuxième semestre de 1976 le déficit avait atteint plus de 2 milliards de dollars. Le solde déficitaire des échanges commerciaux s'est stabilisé, sous l'effet d'une quasi-stagnation des exportations et des importations, tandis que les entrées nettes au titre des opérations invisibles courantes s'inscrivaient en progression sensible. La dévaluation a en effet eu une incidence très favorable sur les entrées nettes du tourisme. Par rapport à la période correspondante de 1976, le nombre de touristes étrangers en Espagne s'est accru au deuxième semestre de 1977 d'environ 16 % et leurs dépenses (en dollars) de près de 50 %. Ce chiffre illustre l'existence des mouvements de capitaux déguisés mentionnée dans la Partie I de l'Étude — sorties en 1976 et au premier semestre de 1977, entrées au deuxième semestre. Toutefois, sur l'ensemble de l'année 1977 ces mouvements se sont probablement assez largement compensés. Par ailleurs, le nombre d'Espagnols se rendant à l'étranger a accusé un ralentissement notoire. De même, les entrées nettes au titre des transferts privés se sont vivement redressées (+ 43 % par rapport au deuxième semestre de 1976). Au total, sur l'ensemble de l'année, le déficit courant a pu être ramené à 2.5 milliards de dollars, soit une réduction très importante par rapport au chiffre record enregistré en 1976 (— 4.3 milliards). En dépit d'une forte augmentation du déficit pétrolier, la tendance du commerce a été favorable au cours des deux premiers mois de 1978. Le taux de couverture fob-caf des importations par les exportations s'est élevé à 65.2 % contre 60.8 % durant la période correspondante de 1977. Dans l'optique des règlements, la balance

46 Selon les projets de loi présentés au Parlement, la réforme devrait être mise en œuvre à partir de 1979, sauf pour l'impôt sur la valeur ajoutée dont la date d'application n'est pas spécifiée.

47 Le plafond est de 50 % pour la somme de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur le patrimoine.

courante a dégagé pour la période janvier-février un léger excédent de 6 millions de dollars.

Les entrées nettes de capitaux privés se sont aussi vivement accrues au deuxième semestre de 1977, aussi bien les investissements directs que les achats d'immeubles et les investissements de portefeuille. Des pressions à la hausse se sont exercées sur la peseta mais, tant à l'égard du dollar qu'en termes effectifs, le taux de change n'a guère varié d'août à décembre et les interventions de la Banque d'Espagne ont entraîné une reconstitution très rapide des réserves nettes officielles de change. A la fin de 1977, celles-ci s'élevaient à 6.1 milliards de dollars, soit approximativement au même niveau qu'en 1974. A la fin mars, elles avaient été portées à 7 milliards de dollars, ce qui peut être comparé au montant de la dette du secteur public ou garantie par l'Etat qui s'élevait en décembre dernier à 8 milliards de dollars. A la fin mars, le taux de change effectif de la peseta était au même niveau que lors de la dévaluation de juillet 1977.

Atténuation des tensions inflationnistes

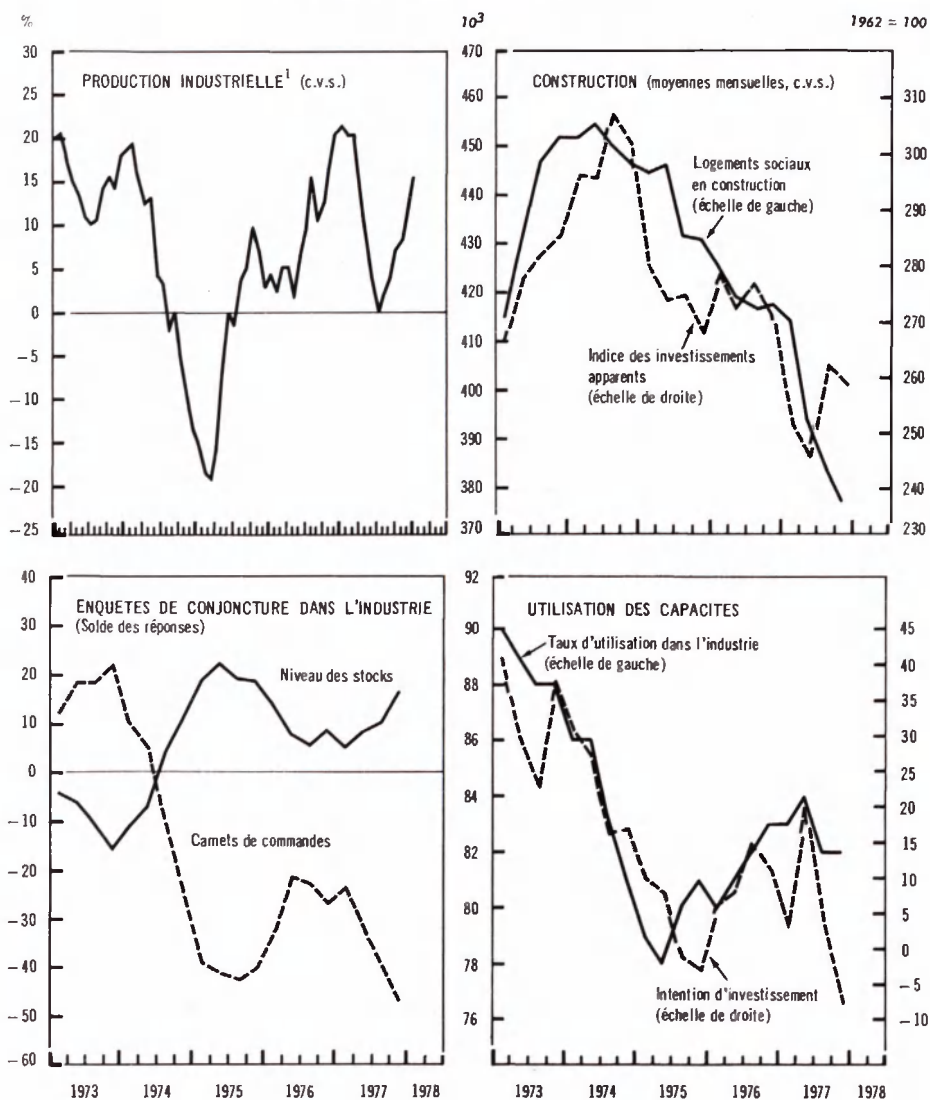
La hausse des prix à la consommation s'est considérablement ralentie au cours des derniers mois. Au cours du semestre se terminant en février 1978, elle a été ramenée à moins de 15 %, en raison notamment d'une évolution particulièrement favorable des prix des produits alimentaires au quatrième trimestre de l'année dernière. Au cours des deux premiers mois de 1978 l'accroissement a été de 2.3 %, mais le début de l'année est en général saisonnièrement favorable. Un processus de décélération a vraisemblablement débuté, mais il n'est pas facile de juger de la tendance sous-jacente. S'agissant des salaires, on ne dispose pas d'information statistique récente, mais seulement d'indications qualitatives à travers les conventions collectives récemment renouvelées. Le nombre de contrats collectifs signés au début de l'année a cependant été faible, les élections syndicales, les premières depuis la légalisation des syndicats, ayant entraîné des retards dans les négociations. Mais il semble que les accords conclus jusqu'ici se situent en moyenne dans la norme prévue par le Pacte de la Moncloa (20 % pour les salaires de base).

Production et demande

Si des progrès ont été réalisés sur le front du déséquilibre extérieur et des prix, la dégradation du climat conjoncturel s'est accentuée. Toutefois, le mouvement semble plus marqué au niveau des indicateurs d'opinion que des résultats d'activité proprement dits. Les commandes dans l'industrie ont atteint à la fin de 1977 les niveaux historiquement les plus bas et les stocks ont rapidement progressé pour retrouver le niveau enregistré au début de 1975. Les perspectives de production semblent cependant indiquer un arrêt de la dégradation au début de 1978 et les contrats dans le secteur de la construction ont marqué une certaine reprise. L'indice de la production industrielle s'est inscrit en légère reprise au quatrième trimestre ; mais cet indicateur est peu fiable et le recul modéré enregistré par le taux d'utilisation des capacités de production, de 84 % au premier semestre à 82 % en fin d'année (c.v.s.), semble plus représentatif de l'évolution du niveau de l'activité dans le secteur industriel. Par contre, le secteur des services a vraisemblablement continué à se développer en cours d'année, à cause notamment de l'augmentation du tourisme. Les indicateurs disponibles suggèrent, par contre, que la demande intérieure a sensiblement régressé dans la deuxième partie de 1977. En volume, les ventes dans les grands magasins ont diminué d'environ 5 % en taux annuel par rapport au premier semestre et les immatriculations d'automobiles de près de 15 %. Le fléchissement de l'indice des investissements

apparents en machines et équipements, déjà sensible au début de l'année, s'est accentué, en moyenne, au deuxième semestre. Seul l'indice des dépenses dans la construction a marqué une reprise tout en restant toutefois sensiblement inférieur au niveau enregistré un an auparavant. Enfin, l'évolution des importations et des stocks de produits finis conduit à penser que la contribution des stocks à la croissance a pu être légèrement positive, en raison vraisemblablement d'une accumulation involontaire. Au total, le fléchissement de la demande intérieure pourrait avoir été de l'ordre de 2.5 % en taux annuel, conduisant, pour l'ensemble de

Graphique 8 Indicateurs conjoncturels



1 Moyennes mobiles sur trois mois, variation semestrielle exprimée en taux annuels.

Sources : Banque d'Espagne, Bulletin de statistique ; Ministère de l'Industrie, Enquêtes de conjoncture ; OCDE, Principaux Indicateurs Économiques.

l'année, à une stagnation par rapport à la moyenne de 1976. Ainsi qu'on l'a indiqué plus haut, ce mouvement a été approximativement compensé par la contribution positive du secteur extérieur.

Perspectives à court terme

Sur la base de la politique économique actuelle, la demande intérieure pourrait s'inscrire en légère baisse en 1978. Le fléchissement enregistré au deuxième semestre de 1977 paraît en effet devoir se poursuivre au premier semestre, mais une reprise technique pourrait peut-être intervenir dans la deuxième partie de l'année, par suite essentiellement d'un raffermissement de la consommation privée. En l'absence d'information précise sur le renouvellement des conventions collectives, on a supposé que la progression des salaires sera peu différente, en moyenne annuelle, de celle des prix. Etant donné l'acquis des prix à la fin de 1977, cette hypothèse se traduirait par un recul du pouvoir d'achat des salaires au premier semestre (par rapport à la période correspondante de l'année précédente), suivi au deuxième semestre d'une récupération liée à la décélération progressive du taux d'inflation. Par ailleurs, les transferts devraient continuer à s'accroître à un rythme soutenu grâce en particulier au relèvement des pensions intervenu en début d'année, mais la pression fiscale pourrait s'accroître légèrement. Dans l'hypothèse d'une légère diminution des effectifs salariés et d'un taux d'épargne inchangé, la consommation privée en volume pourrait se maintenir en 1978, en moyenne annuelle, au niveau de l'année précédente. Cette prévision, étroitement liée à l'hypothèse retenue sur l'évolution du pouvoir d'achat des salaires, est toutefois entachée de larges incertitudes. Au cours de ces dernières années, la consommation publique a constitué l'un des principaux facteurs de soutien de l'activité. L'objectif de croissance fixé par les autorités pour cet agrégat, en 1978, a été ramené à 2 % en volume. Cependant, compte tenu des inerties particulièrement grandes dans ce domaine, il apparaît peu vraisemblable que le ralentissement revête en fait une telle ampleur. Une hypothèse de 3½ % a donc été retenue par le Secrétariat.

La formation brute de capital fixe devrait encore marquer une baisse. Dans l'hypothèse d'un engagement du fonds d'action conjoncturel, les programmes publics de construction pourraient en effet compenser la faiblesse de la demande du secteur privé et, au total, les investissements en construction pourraient être égaux en moyenne annuelle. Les investissements productifs en équipements devraient par contre continuer à fléchir. Il est peu probable qu'en raison de la situation très difficile dans laquelle se trouvent certains secteurs, notamment la sidérurgie et les chantiers navals, ceux-ci développent leurs équipements. Par ailleurs, le faible taux d'utilisation des capacités de production dans l'industrie, le niveau relativement déprimé des profits et la médiocrité des perspectives concernant la demande, constituent autant d'éléments qui devraient peser sur les décisions d'investissement des entreprises. Enfin, il est vraisemblable que les entrepreneurs chercheront à résorber les stocks involontaires accumulés en 1977, du moins au cours du premier semestre de 1978. Au total, en moyenne annuelle, et pour l'ensemble de la formation de capital y compris les stocks, le recul pourrait atteindre en 1978 environ 4 %, en volume, contre un peu moins de 2 % l'année précédente.

Seule la demande extérieure devrait exercer un effet d'entraînement sur l'économie. Au vu des perspectives qui se dégagent actuellement sur la conjoncture mondiale, la croissance des marchés à l'exportation de l'Espagne pourrait être en 1978 de l'ordre de 6 %. Comme la marge de compétitivité a été largement reconstituée par la dévaluation de juillet dernier, et au vu de la faiblesse de la demande intérieure, l'hypothèse a été retenue que des gains de parts de marché

d'environ 3 % pourraient être réalisés, conduisant à une croissance des exportations de marchandises de 9 % en volume. Une telle performance à l'exportation n'est certes pas particulièrement remarquable au vu de l'expérience passée, mais l'exacerbation de la concurrence internationale et les mesures protectionnistes prises pour certains produits devraient exercer une incidence défavorable. Avec une baisse de la demande intérieure, les importations ne devraient guère s'accroître. Comme, en volume, le solde des services devrait continuer à s'améliorer, la balance extérieure, en termes de comptabilité nationale, pourrait apporter une contribution positive au PIB dont le taux de croissance resterait, toutefois, inférieur à 1 %.

Sous l'hypothèse technique d'une stabilité du taux de change de la peseta, et compte tenu des perspectives qui se dégagent actuellement pour les prix du commerce mondial, en particulier pour les importations de pétrole et de matières premières, les termes de l'échange pourraient se stabiliser en 1978, après avoir enregistré une dégradation sensible en 1976 et 1977. Ainsi, le déficit de la balance commerciale en dollars pourrait marquer une nouvelle amélioration. Les indications disponibles sur le tourisme sont très favorables et on s'attend à ce que 1978 soit une année record, avec un nombre d'entrées de touristes dépassant les niveaux enregistrés en 1973 et les recettes en dollars pourraient progresser de plus de 15 %. Par contre, la charge de la dette demeurera élevée, tandis que l'augmentation des remises d'émigrants devrait rester modeste, étant donné l'évolution des flux migratoires. Au total, le redressement de la balance des opérations courantes devrait se poursuivre et le déficit courant pourrait être ramené à 1.5 milliard de dollars.

Les tensions inflationnistes devraient par ailleurs progressivement se résorber. Les autorités se sont fixé comme objectif de ramener le glissement intra-annuel des prix à la consommation à 15 % en 1978, contre 26.4 % en 1977. Si le ralentissement des coûts salariaux se confirme, et dans un contexte de faiblesse marquée de la demande intérieure, les résultats pourraient être plus favorables que prévu, en admettant qu'il n'y aura pas de poussée anormale en provenance des prix alimentaires ou des tarifs publics. Les prix à la production de certains produits agricoles ont été relevés de façon très substantielle (17 % en moyenne) en mars dernier, mais il est difficile d'estimer l'incidence de cette mesure sur l'évolution des prix à la consommation. La hausse des prix à la consommation de décembre 1977 à décembre 1978 pourrait être de l'ordre de 14 %, conduisant à une progression en moyenne annuelle de 18 %. Mais, en contrepartie des progrès accomplis sur la voie de la restauration des équilibres, on peut s'attendre à une forte détérioration du marché du travail. Même si les entrepreneurs sont conduits à garder une main-d'œuvre excédentaire du fait des difficultés légales de licenciement, la baisse de l'emploi non salarié devrait se poursuivre et l'emploi total pourrait reculer d'environ 1 %. Par ailleurs, les difficultés d'insertion sur le marché du travail des jeunes à la recherche d'un premier emploi risquent de s'accroître. Au total, en dépit des mesures prises par les autorités, l'augmentation du nombre de chômeurs pourrait dépasser le chiffre de 100 000 personnes avancé par les autorités, sauf si la flexion des taux d'activité devait s'accroître. En 1978, le cap de 1 million de chômeurs pourrait donc être atteint, soit un taux de chômage d'environ 7 % la population active.

Tableau 14 Prévisions pour 1978

a) DEMANDE ET PRODUCTION

	1976	1977 ¹	1978 ²
	Milliards de pesetas	Variation en % en volume	
Consommation privée	4 868	0	0
Consommation publique	720	4.5	3½
Formation brute de capital	1 708	-1.7	-4
Demande intérieure totale	7 296	0.1	-½
Exportations de biens et services	976	11.8	8½
Importations de biens et services	1 273	-4.2	1
Solde extérieur ³	-297	2.4	1
PIB	6 999	2.4	½
Prix implicite du PIB		22.5	17½
Prix à la consommation		24.6	18
<i>Pour mémoire : Décomposition de la formation brute de capital⁴</i>			
Construction	983	-1.0	0
Équipement	623	-5.0	-5
Variation de stocks ⁵	102	+0.2	-½

b) BALANCE DES PAIEMENTS

	Variation en %	
	1977	1978
Commerce extérieur (marchandises)		
Exportations fob : Volume	13.4	9
Prix ³	17.4	12½
Importations fob : Volume	-5.6	½
Prix ³	22.0	13
En milliards de dollars		
Balance des paiements		
Balance commerciale	-7.3	-6.1
Invisibles, net	3.0	3.6
Balance des opérations courantes	-4.3	-2.5

1 Estimations provisoires.

2 Prévisions.

3 En pourcentage du PIB.

4 La décomposition en 1977 des investissements, à l'exclusion de la construction, est estimée par le Secrétariat.

5 En pesetas.

Sources : Institut National de la Statistique et Ministère du Commerce ; Secrétariat de l'OCDE.

IV PROBLÈMES DE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Les déséquilibres internes et externes s'étaient fortement aggravés au cours de ces dernières années, conduisant à une situation clairement insoutenable. Le programme économique, progressivement mis en place au cours du deuxième semestre de 1977 par le gouvernement issu des élections de juin, a, à juste titre, donné la priorité au redressement de la situation de la balance des paiements et à la lutte contre l'inflation. Ce programme, qui a comporté dans une première

étape une dévaluation substantielle de la peseta et un resserrement de la politique monétaire, a été élargi à l'automne dans le cadre des accords négociés avec les principales formations politiques. De son application, les autorités attendaient essentiellement la réalisation des objectifs suivants :

- i) ramener le déficit extérieur courant à environ 2.8 milliards de dollars en 1978 et à moins de 2 milliards en 1979 ;
- ii) réduire le rythme annuel de la hausse des prix à la consommation de presque 30 % en 1977 (décembre à décembre) à 15 % en 1978 et 10 % en 1979. Pour parvenir à cet objectif, en 1978, une norme de 22 % a été fixée pour la progression de la masse salariale en moyenne annuelle.

Les progrès réalisés dans la restauration des équilibres ont été jusqu'ici substantiels et sensiblement plus rapides que ne l'escomptaient les pouvoirs publics. La balance des paiements courants s'est nettement redressée au deuxième semestre de 1977 et durant les premiers mois de 1978, et on a assisté à un reflux important des capitaux autonomes privés. Les réserves officielles de change ont été largement reconstituées ; en mars dernier, elles étaient du même ordre de grandeur que la dette extérieure publique ou garantie par l'Etat (essentiellement à moyen terme). Il est probable que l'objectif sur le compte courant que les autorités s'étaient fixé pour 1979 sera atteint dès cette année. Au-delà du mouvement assez erratique des prix des produits alimentaires, des résultats assez encourageants ont aussi été obtenus sur le front de la lutte contre l'inflation. Depuis novembre, le glissement mensuel des prix des produits non alimentaires a été de l'ordre de 1 % par mois malgré l'incidence de la dévaluation.

Quoique substantiels, ces résultats n'en demeurent pas moins fragiles et acquis à un coût non négligeable. Le renversement des comportements spéculatifs a joué un rôle important dans le redressement de la balance des opérations courantes, notamment au niveau des invisibles. Par ailleurs, le déficit commercial demeure élevé, en dépit d'une quasi-stagnation de l'activité et tout raffermissement de la demande intérieure ne manquerait pas de provoquer une progression rapide des importations. Les anticipations inflationnistes ne sont pas encore entièrement brisées et la modération obtenue sur le front des prix tient aussi, pour partie, à la faiblesse de la pression de la demande et à une compression probablement excessive des marges de profit des entreprises. Le coût social immédiat du programme d'assainissement ne peut d'autre part être oublié ; son succès paraît devoir passer par une stagnation du pouvoir d'achat des ménages en 1978 et l'on peut s'attendre à une augmentation sensible du chômage, lequel revêt déjà des proportions importantes.

Les autorités se trouvent donc actuellement confrontées à des choix de politique économique particulièrement délicats. En raison de la morosité de l'environnement international, une période trop prolongée de déflation de la demande intérieure risquerait d'enclencher un processus récessionniste dont les conséquences pour l'emploi pourraient être sérieuses, tandis qu'une baisse prolongée de l'investissement compromettrait le potentiel de croissance à moyen terme. Par contre, bien que l'orientation actuelle de la politique économique ne soit que modérément restrictive, tout infléchissement prématuré dans un sens expansionniste comporterait des risques de dérapage. Or, des progrès tangibles et durables doivent être réalisés dans la voie de la restauration des équilibres internes et externes pour que l'économie espagnole puisse retrouver dans un proche avenir des taux de croissance plus satisfaisants et durables. Dans le contexte d'une approche concertée des politiques économiques de la part des pays Membres de l'OCDE, il ne fait guère de doute que l'Espagne devrait, pendant un certain temps, continuer à accorder la priorité à l'objectif de stabilisation, mais pourrait bénéficier des mesures de relance qui pourraient être prises par les pays qui connaissent une

forte position de balance des paiements et dont l'évolution des prix est plus satisfaisante.

Des ajustements sélectifs afin de prévenir une augmentation trop marquée du chômage au cours des prochains mois ne seraient pas incompatibles avec la poursuite d'une politique globale de freinage de la demande intérieure. La politique monétaire n'est que modérément restrictive et il n'existe pas de marge permettant à court terme un relâchement substantiel. Des mesures budgétaires sélectives, compatibles dans toute la mesure du possible avec les objectifs à moyen terme, sembleraient préférables. La mobilisation du fonds d'action conjoncturel prévu dans le budget de 1978, ainsi que des travaux publics additionnels, contribueraient à soutenir l'emploi, notamment dans les régions où le chômage dépasse la moyenne nationale. Mais ces ajustements ne peuvent être très importants, tant que la spirale des prix et des salaires n'aura pas été brisée.

Comme on l'a maintes fois souligné dans les paragraphes précédents, l'accord de la Moncloa a joué un rôle très important dans la restauration des équilibres financiers d'ensemble. On peut cependant avancer, à posteriori, que les normes fixées en octobre dernier concernant l'augmentation des salaires étaient excessives. En moyenne, celle-ci sera vraisemblablement amputée par la hausse des prix et l'effet de la progressivité de l'impôt en 1978. Il est probable aussi que les augmentations de salaires dans les petites entreprises resteront inférieures à la norme. Bien que le pouvoir d'achat de la masse salariale globale stagnera approximativement, certaines catégories de travailleurs recevant des bas salaires pourraient se trouver dans une situation plus défavorable ; la valeur réelle des actifs financiers des ménages sera aussi amputée. Dans les conditions économiques actuelles, l'évolution la plus souhaitable serait la conclusion d'un nouvel accord permettant une augmentation modeste des salaires réels, en particulier pour les revenus les plus faibles, mais s'accompagnant d'une progression beaucoup plus faible des prix et des salaires nominaux. Les pouvoirs publics pourraient faciliter l'adhésion des partenaires sociaux à cet accord de diverses façons, notamment en augmentant les transferts aux catégories les plus défavorisées et éventuellement en différant la hausse nécessaire des tarifs publics, sauf en ce qui concerne les prix des produits énergétiques où des considérations de balance des paiements l'emportent. Si un tel consensus pouvait se dégager, il serait possible d'ici la fin de l'année de relâcher graduellement la politique de régulation de la demande. Les perspectives de production et d'emploi pourraient alors s'améliorer considérablement pour 1979. L'Espagne, qui est encore un pays à « excédent de main-d'œuvre », peut difficilement supporter une période prolongée de stagnation de l'activité. Selon diverses estimations, une réduction graduelle du chômage nécessiterait, selon les hypothèses retenues quant aux taux d'activité et aux gains de productivité, une croissance du PIB de 4.5 à 6.5 %. La réalisation de tels taux dépend évidemment d'un environnement international favorable mais est également conditionnée par l'obtention de nouveaux progrès dans la lutte contre l'inflation.

Dans un contexte plus dynamique de l'activité, il serait probablement plus facile de réaliser le transfert nécessaire des ressources des secteurs industriels en déclin vers ceux où les perspectives de demande à moyen terme sont plus favorables et de réduire la rigidité excessive de la législation du travail. Il pourrait aussi être plus aisé de poursuivre l'exécution du vaste programme de réformes économiques qui a été élaboré l'année dernière. Les importantes mesures déjà intervenues concernant les intermédiaires financiers et les instruments de la politique monétaire et du crédit devraient, lorsqu'elles auront été pleinement mises en œuvre, permettre aux forces du marché de jouer un rôle plus important, de réduire les distorsions observées dans le passé dans les flux financiers et les taux d'intérêt et d'accroître l'efficacité de la politique économique. Des réformes profondes ont également été amorcées dans le domaine des finances publiques, visant

en particulier à améliorer le contrôle administratif et parlementaire des recettes et des dépenses du secteur public et à introduire des changements fondamentaux dans le système fiscal. On a souligné à plusieurs reprises dans de précédentes Etudes de l'OCDE la nécessité de réformes dans ce domaine. La part des recettes du secteur public dans le PIB est une des plus faibles parmi les pays Membres. D'un autre côté, l'Espagne n'est pas le seul pays à avoir un déficit budgétaire très faible et un taux d'inflation très élevé. Comme ailleurs, c'est la composition des recettes et des dépenses publiques qui pose les problèmes les plus importants. L'un des plus sérieux est la forte progression des contributions de sécurité sociale au cours de ces dernières années qui, de pair avec d'autres mesures de politique économique, ont introduit des distorsions dans les coûts relatifs des facteurs au détriment du travail, évolution qui doit être rapidement renversée, eu égard à l'ampleur du problème de l'emploi. Parmi les autres éléments de réforme, une grande priorité doit être accordée à la mise en œuvre d'un programme énergétique à moyen terme.

ANNEXE STATISTIQUE

PAGE BLANCHE

Tableau A Comptes nationaux¹
Milliards de pesetas

	Aux prix courants					Aux prix de 1970				
	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
I DÉPENSE										
1 Consommation privée	2 737.8	3 409.5	4 033.4	4 868.7	6 062.7	2 112.8	2 229.2	2 269.7	2 333.4	2 332.3
2 Consommation publique	371.0	469.4	587.7	719.9	905.5	275.4	294.7	312.4	329.5	344.3
3 Formation brute de capital fixe	976.1	1 258.5	1 425.9	1 605.6	1 999.8 ²	767.2	818.2	798.5	786.7	821.3 ²
(a) Construction	591.5	769.0	882.0	983.4	1 158.4	444.1	461.8	452.6	435.0	430.7
(b) Machines et équipement	384.6	489.5	543.9	622.2		323.1	356.4	345.9	351.7	
4 Variation des stocks	90.6	140.4	112.6	102.1		75.3	86.5	61.7	49.1	
5 Exportations de biens et services	592.2	709.1	771.7	976.1	1 314.5	469.6	465.1	459.0	502.2	561.1
6 moins : Importations de biens et services	638.8	965.0	1 021.6	1 273.0	1 499.6	527.3	551.9	537.7	568.2	544.9
7 Produit intérieur brut aux prix du marché	4 128.9	5 021.9	5 909.7	6 999.4	8 782.9	3 173.0	3 341.8	3 363.6	3 432.7	3 514.1
II ORIGINE SECTORIELLE										
1 Agriculture, sylviculture et pêche	434.2	484.1	547.0	609.9	783.1	318.5	333.5	328.7	335.3	320.2
2 Industries	1 217.4	1 524.1	1 768.4	2 077.8	2 518.3	1 008.7	1 070.8	1 066.4	1 101.6	1 147.8
3 Construction	331.2	436.5	492.0	560.0	661.9	243.7	254.7	243.2	237.1	133.5
4 Services	1 912.0	2 348.2	2 845.8	3 442.2	4 409.5	1 441.3	1 511.1	1 560.3	1 588.5	1 639.3
5 PIB au coût des facteurs	3 894.8	4 792.9	5 653.2	6 689.9	8 372.8	3 012.2	3 170.1	3 198.6	3 262.5	3 340.8

1 L'Institut National de la Statistique (INE) a procédé à une révision générale de la comptabilité nationale de l'Espagne. L'année de base a été changée (1970 au lieu de 1964) ainsi que les méthodes d'élaboration des comptes. Dans la nouvelle base, le niveau du PIB a été relevé d'environ 17 %. La consommation privée et la formation brute de capital ont été considérablement relevées alors que la consommation publique, les exportations et les importations ont été révisées en baisse. Les nouveaux comptes intègrent d'une façon plus rigoureuse l'ensemble des administrations publiques et reflètent les améliorations introduites dans l'appareil statistique espagnol. Les comptes sont présentés ici suivant le système normalisé de l'OCDE, alors que dans les publications espagnoles la présentation est très proche du SEC (système européen de comptes économiques intégrés).

2 Y compris la variation des stocks.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau A Comptes nationaux (suite)
Milliards de pesetas

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
III REVENU NATIONAL						
1 Rémunération des salariés	1 753.8	2 136.6	2 649.5	3 218.9	3 943.2	5 007.8
<i>dont</i> : Salaires et traitements bruts	1 500.3	1 829.5	2 266.4	2 706.8	3 304.5	
Cotisations sociales à charge des employeurs	251.4	305.1	380.5	509.2	635.7	
2 Excédent net d'exploitation	1 190.6	1 436.9	1 746.1	1 941.5	2 188.0	2 710.7
Revenus des particuliers et des institutions privées sans but lucratif ¹	942.1	1 121.3	1 375.7	1 525.7	1 714.0	2 091.0
Revenus non distribués des sociétés avant déduction des impôts	235.2	295.2	333.8	369.0	410.4	
Revenus de la propriété et de l'entreprise des administrations publiques	32.3	46.1	62.0	75.1	93.6	116.0
<i>moins</i> : Intérêts payés par les administrations publiques	19.0	25.7	25.4	28.3	30.0	
3 Revenu national net au coût des facteurs	2 944.4	3 573.5	4 395.6	5 160.4	6 131.2	7 718.5

1 Déduction faite des intérêts de la dette des consommateurs.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau B Emploi et salaires

	1974	1975	1976	1977			
				T1	T2	T3	T4
1 EMPLOI¹ (milliers)							
1 Population active	13 454	13 414	13 356	13 298	13 274	13 367	13 418
2 Population active occupée	13 019	12 789	12 650	12 585	12 588	12 582	12 577
<i>dont</i> : Agriculture	2 994	2 799	2 701	2 674	2 572	2 597	2 583
Industrie	3 516	3 583	3 432	3 421	3 448	3 438	3 425
Construction	1 280	1 274	1 217	1 175	1 224	1 255	1 241
Services	5 229	5 133	5 300	5 315	5 344	5 292	5 328
3 Emploi salarié	8 862	8 962	8 952	8 909	8 975	8 956	8 949
4 Chômeurs	434	624	706	713	686	785	841
2 INFORMATIONS OBTENUES DES ENQUÊTES TRIMESTRIELLES SUR LES SALAIRES²							
<i>Variations en % par rapport à la même période de l'année précédente</i>							
1 Salaire horaire moyen	26.9	30.6	29.8	26.7	20.7	18.7	

1 Fin de période.

2 Ces enquêtes couvrent 2.9 millions de travailleurs du secteur privé non agricole sur un total de 6.7 millions de salariés. A partir de 1976, la série a été révisée pour éliminer l'incidence des primes extraordinaires de juillet et décembre et la réduction du nombre d'heures travaillées en août.

Sources : Institut National de la Statistique, Enquêtes trimestrielles sur la population active et les salaires.

Tableau C Comptes du secteur public¹
Milliards de pesetas

	1973	1974	1975 ²	1976 ³
	1 ADMINISTRATIONS PUBLIQUES			
COMPTE DE REVENU				
<i>Ressources</i>				
Excédent brut d'exploitation	12.7	16.4	19.9	24.4
Revenus de la propriété et de l'entreprise	46.1	61.9	75.1	93.6
Impôts liés à la production et à l'importation	328.6	354.7	412.4	493.0
— impôts liés à la production	277.0	301.4	350.8	421.3
— impôts liés à l'importation	51.6	53.3	61.6	71.7
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	156.4	194.2	252.7	333.0
— des entreprises	90.4	109.3	137.5	177.5
— des familles	66.0	84.9	115.1	155.5
Cotisations sociales effectives	333.7	418.0	562.0	702.4
Cotisations sociales fictives	39.8	45.9	54.6	66.9
Transferts courants divers	58.6	72.6	90.3	110.1
Total	975.9	1 163.6	1 467.0	1 823.5
<i>Emplois</i>				
Consommation publique	371.0	469.4	587.7	719.9
Revenu de la propriété et de l'entreprise	25.7	25.4	28.3	30.0
Subventions d'exploitation	94.5	125.7	155.9	183.5
Prestations sociales liées à des cotisations effectives	277.1	330.7	422.7	533.8
Prestations sociales liées à des cotisations fictives	39.8	45.9	54.6	66.9
Autres prestations sociales	10.7	17.9	24.3	32.8
Transferts courants divers	35.1	43.5	58.9	73.0
Épargne brute	122.0	105.1	134.7	183.7
COMPTE DE CAPITAL				
<i>Ressources</i>				
Épargne brute	122.0	105.1	134.7	183.7
Transferts de capital	—	—	—	0.1
Impôts sur le capital	60.9	75.7	88.9	100.2
Total	182.9	180.8	223.6	284.0
<i>Emplois</i>				
Formation brute de capital fixe	101.8	126.3	169.4	190.8
Acquisitions nettes de terrains et d'actifs incorporels	4.5	6.7	6.3	7.0
Transferts de capital	34.7	44.3	55.1	63.1
Capacité (+) ou besoin (—) de financement	42.0	3.5	-7.2	23.1

1 Ces comptes sont établis dans l'optique de la comptabilité nationale d'après les définitions SEC (système européen de comptes économiques intégrés).

2 Résultats provisoires.

3 Estimations provisoires.

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau C Comptes du secteur public (suite)
Milliards de pesetas

	1972	1973	1974	1975
2 ADMINISTRATION CENTRALE				
1 Recettes fiscales	378.1	465.0	524.4	633.5
2 Revenu de la propriété et de l'entreprise	24.4	37.2	52.3	65.0
3 Transferts courants	47.0	53.5	66.9	84.0
4 Total des recettes courantes	449.5	555.7	643.6	782.5
5 Biens et services	192.6	237.4	286.6	345.6
6 Transferts courants	100.6	107.5	146.8	168.7
7 Subventions	77.2	91.0	120.9	149.5
8 Autres	16.4	22.5	21.4	23.2
9 Total des dépenses courantes	386.8	458.4	575.7	687.0
10 Epargne (4 moins 9)	62.7	97.3	67.9	95.5
11 Impôts sur le capital	40.4	51.9	64.8	72.8
12 Transferts en capital	—	—	0.1	0.2
13 Total des ressources en capital (10 à 12)	103.1	149.2	132.8	168.5
14 Formation brute de capital fixe	59.4	62.1	73.3	90.9
15 Transferts en capital	33.5	35.7	45.3	56.7
16 Autres	2.1	2.9	3.5	3.2
17 Total des dépenses en capital (14 à 16)	95.0	100.7	122.1	150.8
18 Excédent financier global (+) ou déficit (—) (13 moins 17)	8.1	48.5	10.7	17.7
3 ADMINISTRATION LOCALE				
1 Recettes fiscales	51.6	58.8	69.4	85.6
2 Revenu de la propriété et de l'entreprise	3.2	4.1	4.5	4.9
3 Transferts courants	6.1	6.6	10.7	10.1
3.1 — dont : du budget de l'Etat	4.6	4.8	8.4	7.4
4 Total des recettes courantes (1 à 3)	60.9	69.5	84.6	100.6
5 Biens et services	38.7	43.8	60.6	74.2
6 Transferts courants	5.3	5.8	6.1	7.8
7 Autres	5.4	6.7	8.9	11.5
8 Total des dépenses courantes (5 à 7)	49.4	56.3	75.6	93.5
9 Epargne (4 moins 8)	11.5	13.2	9.0	7.1
10 Impôts sur le capital	8.2	9.0	10.9	16.1
11 Transferts en capital	0.7	1.0	1.0	1.5
12 Total des ressources en capital (9 à 11)	20.4	23.2	20.9	24.7
13 Formation brute de capital fixe	21.8	26.6	32.0	43.1
14 Transferts en capital	0.1	—	—	0.2
15 Autres	1.2	1.5	2.9	2.6
16 Total des dépenses en capital (13 à 15)	23.1	28.1	34.9	45.9
17 Excédent financier global (+) ou déficit (—) (12 moins 16)	-2.7	-4.9	-14.0	-21.2

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau C Comptes du secteur public (suite)
Milliards de pesetas

	1972	1973	1974	1975
	4 SÉCURITÉ SOCIALE			
1 Contributions à la Sécurité sociale	264.1	331.0	414.9	558.1
2 Transferts	20.2	24.1	37.9	31.3
3 Autres recettes courantes	7.9	8.9	9.8	10.4
4 Total des recettes courantes	292.2	364.0	462.6	599.8
5 Dépenses courantes en biens et services	62.8	77.5	106.4	148.6
6 Prestations sociales	210.1	274.4	327.6	418.7
7 Subventions et transferts courants	0.3	0.6	0.4	0.5
8 Total des dépenses courantes	273.2	352.5	434.4	567.8
9 Epargne nette courante	19.0	11.5	28.2	32.0
10 Formation brute de capital	9.8	13.2	21.1	35.4
11 Autres	—	—	0.3	0.4
12 Total des dépenses en capital	9.8	13.2	21.4	35.9
13 Excédent financier global (+) ou déficit (—)	9.2	-1.7	6.8	-3.8

Source : Institut National de la Statistique.

Tableau D Monnaie et crédit
Milliards de pesetas

	1976				1977				Encours au 31 déc. 1977
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	
1 BILAN CONSOLIDÉ DU SYSTÈME BANCAIRE¹ Variations trimestrielles									
I Passif :									
1 Masse monétaire	-94.5	132.7	59.9	310.4	-113.8	154.1	104.6	318.4	2 847.9
2 Quasi-monnaie	122.3	113.7	163.7	207.4	159.3	144.2	206.3	197.8	4 589.7
3 Total	27.8	246.4	223.6	517.8	45.5	298.3	310.9	516.2	7 437.6
4 Bons de caisse	12.9	10.0	3.6	12.3	8.5	9.6	1.7	8.5	233.1
Passif = Actif	40.7	256.4	227.2	530.1	54.0	307.9	312.6	524.7	7 670.7
II Actif :									
5 Secteur public	20.3	45.7	10.2	-50.4	5.8	-19.2	20.8	-1.5	536.0
(a) Avances nettes :	16.9	40.4	2.8	-66.4	-7.8	-10.3	29.7	12.3	346.2
(i) à l'administration centrale	24.5	19.2	-21.0	-64.6	-5.2	49.6	5.9	9.1	185.6
(ii) aux établissements autonomes ²	-7.6	21.2	23.8	-1.8	-2.6	-59.9	23.8	3.2	160.6
(b) Achats de titres publics	25.4	31.2	40.1	48.2	46.3	16.7	24.6	41.6	897.2
(c) moins : Prêts aux institutions officielles de crédit	-22.0	-28.1	-32.7	-32.2	-32.7	-25.6	-33.5	-55.4	-707.2
6 Secteur privé	157.8	299.0	215.0	480.7	243.0	385.6	274.2	433.6	7 399.1
(a) Avances et effets escomptés ³	114.4	256.7	177.6	451.9	206.4	342.6	250.4	402.1	6 478.4
(b) Obligations et actions	43.4	42.3	37.4	28.8	36.6	43.0	23.8	31.5	920.7
7 Secteur extérieur	-58.4	-49.0	-1.9	-36.4	-32.3	-70.1	54.2	-9.4	-95.0
8 Autres actifs et passifs (net)	-79.0	-39.3	3.9	136.2	-162.5	11.6	-36.6	102.0	-169.4

1 Banque d'Espagne, banques commerciales, banques industrielles, Caisses d'Epargne et Institutions officielles de crédit.

2 Y compris les avances à l'Office des Céréales (SNC).

3 Y compris le solde net du compte « banques et banquiers ».

Source : Banque d'Espagne.

Tableau D **Monnaie et crédit (suite)**
Milliards de pesetas

	1973	1974	1975	1976	1977
2 LIQUIDITÉS DES BANQUES					
<i>Variations, en milliards de pesetas :</i>					
1 Encaisse	8.2	64.6	15.6	13.2	-3.1
2 Crédits de la Banque centrale	-11.7	80.7	26.5	183.8	-23.7
3 Effets publics	12.8	28.8	54.3	80.3	38.2
<i>Ratios par rapport aux dépôts; en fin de période (pourcentages)</i>					
1 Encaisse	7.6	8.6	7.7	6.9	5.8
2 Effets publics	14.6	13.1	12.7	12.9	11.9
3 ÉTABLISSEMENTS OFFICIELS DE CRÉDIT					
<i>Variations en milliards de pesetas</i>					
<i>Actif :</i>					
1 Encaisse	0.3	-2.1	2.0	9.5	21.4
2 Crédit au secteur public	9.4	13.8	18.5	30.0	49.2
3 Crédit au secteur privé	17.4	48.7	81.4	108.7	131.0
<i>Actif = Passif</i>	27.1	60.4	101.9	148.2	201.6
4 Transferts du Gouvernement	25.5	45.9	97.4	115.0	147.3
5 Avances du système bancaire	—	—	—	15.0	10.0
6 Autres actifs et passifs (net)	1.6	14.5	4.5	18.2	44.3
4 MARCHÉ DES CAPITAUX					
<i>Emissions brutes, en milliards de pesetas :</i>					
1 Titres publics	24.8	42.2	88.0	137.3	174.6
Administration centrale ¹	12.1	27.6	71.3	121.2	152.6
INI	12.7	14.6	16.7	16.1	22.0
2 Titres privés	233.7	273.5	303.2	337.0	264.2
Obligations	120.2	129.7	155.0	181.2	174.3
Actions ²	113.5	143.8	148.2	155.8	89.9
3 Total	258.5	315.7	391.2	474.3	438.8

1 A l'exclusion des Bons du Trésor à court terme.

2 Non compris les émissions d'actions gratuites.

Sources : Banque d'Espagne et INE.

Tableau E Balance des paiements
Millions de dollars

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
1 Importations (fob)	6 237	8 947	14 334	15 193	16 316	16 624
2 Exportations (fob)	3 921	5 402	7 265	7 807	8 989	10 552
3 BALANCE COMMERCIALE	-2 316	-3 545	-7 069	-7 386	-7 327	-6 072
4 Voyages à l'étranger	2 230	2 872	2 869	3 096	2 679	3 440
5 Autres services	-209	-184	-190	-341	-788	-1 022
6 Remises des émigrants	599	913	858	970	1 158	1 150
7 Autres transferts privés	276	508	296	192		
8 Transferts du secteur public	-9	-7	-8	-19	-16	-8
9 Total des services et transferts (4 à 8)	2 887	4 102	3 825	3 898	3 033	3 560
10 BALANCE COURANTE	571	557	-3 244	-3 488	-4 294	-2 512
11 Capital privé à long terme	934	810	1 613	1 788	1 351	1 960
12 Capital public à long terme	-3	-45	56	15	570	1 259
13 Capital à long terme, total	931	765	1 669	1 803	1 921	3 219
14 BALANCE DE BASE	1 502	1 322	-1 575	-1 685	-2 373	707
15 Capital à court terme, erreurs et omissions ¹	-11	370	783	930	1 302	451
16 MOUVEMENTS MONÉTAIRES (augmentation des avoirs = —) dont :	-1 491	-1 691	792	755	1 071	-1 158
17 Variation des réserves	-1 623	-1 299	732	220	993	-1 803

1 Y compris les comptes intérieurs en devises des banques.

Sources : Ministère du Commerce, Banque d'Espagne et Secrétariat de l'OCDE.

Tableau F Commerce extérieur
Milliards de pesetas

	1973	1974	1975	1976	1977	1973	1974	1975	1976	1977
	1 IMPORTATIONS					2 EXPORTATIONS				
1 Produits agricoles et alimentaires	98.6	139.5	156.9	158.4	214.1	90.6	101.1	100.6	134.3	168.2
2 Produits minéraux	18.7	30.1	31.1	38.1	45.5	4.5	7.6	11.4	14.4	24.4
3 Produits pétroliers	72.9	225.5	240.5	341.6	383.0	14.3	27.7	14.6	21.9	29.0
4 Produits chimiques	69.2	103.7	92.1	123.3	144.4	22.9	43.3	39.4	51.7	73.2
5 Peaux et cuirs	9.8	8.4	10.1	14.8	19.6	7.5	9.6	9.9	13.0	16.3
6 Bois et liège	15.6	20.2	13.4	21.4	25.4	5.3	6.9	6.6	8.1	11.7
7 Pâtes, papier et livres	13.2	20.2	20.2	21.2	24.1	10.1	15.1	16.1	20.1	26.0
8 Coton brut, textiles et vêtements	24.4	31.8	28.5	41.2	44.5	16.6	22.5	22.5	30.9	43.4
9 Verre et poterie	6.9	8.7	8.2	10.4	13.1	5.4	8.1	9.8	12.1	17.2
10 Métaux et produits en métaux	50.7	78.4	82.3	99.0	94.1	32.2	38.0	55.2	79.0	102.9
11 Matériel et équipement	116.5	142.5	163.7	190.1	212.8	29.2	44.9	53.5	68.7	93.2
12 Matériel de transport	31.9	37.2	32.2	41.2	43.4	35.7	45.5	58.5	73.6	103.7
dont :										
Automobiles, camions et tracteurs	17.2	19.5	21.2	27.3	36.2	16.7	21.0	32.1	40.1	74.4
Avions (import.), bateaux (export.)	11.7	11.8	6.3	9.3	3.8	16.1	22.6	23.4	30.1	24.6
13 Autres	33.1	42.5	53.0	68.7	86.4	28.4	37.7	43.0	55.4	66.0
14 Total	561.5	888.7	932.2	1 169.4	1 350.4	302.7	408.0	441.1	583.2	775.2
15 Total moins produits agricoles et alimentaires	462.9	749.2	775.3	1 011.0	1 136.3	212.1	306.9	340.8	448.9	607.0

Source : Bureau des Douanes.

Tableau G Réserves publiques de change
Millions de dollars

	1973		1974		1975		1976		1977	
	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.	Juin	Déc.
1 Or	542	602	602	602	602	602	602	602	606	610
2 Devises convertibles	4 826	5 764	5 170	5 042	4 963	5 064	4 255	4 164	2 901	5 394
3 Position nette au FMI	113	125	125	146	—	—	—	—	—	—
4 Droits de tirage spéciaux	140	155	156	162	156	146	129	110	83	58
5 Total des avoirs étrangers	5 621	6 646	6 053	5 952	5 722	5 813	4 986	4 876	3 590	6 062
6 moins : Engagements vis-à-vis de l'étranger	3	4	6	8	11	14	9	38	14	9
7 Réserves publiques de change	5 618	6 642	6 047	5 944	5 711	5 799	4 977	4 838	3 576	6 053
<i>Pour mémoire :</i>										
Devises non convertibles (net)	43	32	40	23	62	44	75	62	18	-9

Source : Banque d'Espagne.

COMPARAISONS INTERNATIONALES

STATISTIQUES DE BASE COMPARAISONS INTERNATIONALES

	Période de référence	Unités	Australie	Autriche	Belgique	Canada	Danemark	Finlande	France	Allemagne	Grèce	Islande	Irlande	Italie	Japon	Luxembourg	Pays-Bas	Nouvelle-Zélande	Norvège	Portugal	Espagne	Suède	Suisse	Turquie	Royaume-Uni	États-Unis	Yougoslavie ¹
POPULATION	Mi-1976	Milliers	13 916	7 510	9 818	23 143	5 073	4 729	52 921	61 513	9 165	220	3 162	56 157 ²	112 768	357	13 770	3 116	4 027	9 664	35 970	8 219	6 346	41 162	56 001	215 118	21 560
	»	Nombre	2	90	322	2	118	16	96	247	69	2	45	186	299	138	407	12	12	109	71	20	154	52	230	23	83
	Mi-1966 à Mi-1976	%	1.8	0.3	0.3	1.4	0.6	0.3	0.7	0.4	0.6	1.2	0.9	1.3	0.7	1.0	1.5	0.7	0.6	1.1	0.5	0.6	2.4	0.2	0.9	(0.9)	
EMPLOI	1976	Milliers	5 808	2 947	3 718	9 572	2 392	2 144	20 870	24 556	(3 230)	93 ²²	1 021	18 930	52 710	147	4 542	1 206	1 789	3 088	12 535	4 088	2 676	14 710	24 425	87 485	8 887 ³
	»	% du total	6.4	12.4	3.4	5.9	9.3	13.9	10.8	7.1	(34.3)	15.1 ²²	23.8	15.5	12.2	6.1	6.5	11.8	9.4	27.1	21.5	6.2	8.2	63.1	2.7	3.8	47.3
	»	»	33.2	40.1	39.0	29.7	31.4	34.7	38.1	45.1	(29.0)	37.6 ²²	29.8	43.5	35.8	46.3	33.7	34.2	33.1	36.3	37.1	35.4	43.9	15.5	40.0	28.7	21.1
	»	»	60.4	47.5	57.6	64.4	59.3	51.4	51.1	47.8	(36.7)	47.3 ²²	46.4	41.0	52.0	47.6	59.8	54.0	57.5	36.6	41.4	58.4	47.9	21.4	57.3	67.5	31.6
PIB aux prix du marché	1976	Milliards de dollars des É-U ¹¹	94.12	40.62	65.91	194.60	38.53	28.14	346.76	445.91	22.04	1.45	7.93	170.77	555.06	2.24	89.52	12.86	31.30	15.74	104.62	74.22	56.29	41.06	219.18	1 702.02	32.56 ⁵
	1971 à 1976	%	3.5	3.9	3.1	4.6	2.3	3.8	4.1	2.4	4.8	3.8	2.9	3.2	5.1	1.9	3.5	3.5	4.8	4.3	4.9	2.5	-0.4	7.4	1.8	2.9	5.1
	1976	Dollars des É-U ¹¹	30 760	5 410	6 710	8 410	7 590	5 950	6 550	7 250	2 400	6 610	2 510	3 040	4 920	6 280	6 500	4 130	7 770	1 630	2 890	9 030	8 870	1 000	3 910	7 910	1 510
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1976	% du PIB	23.7 ⁷	26.0	20.6	23.1	21.5	27.0	23.1	20.7	21.5 ⁸	29.5	24.5	20.3	29.6	28.2	19.7	25.2 ⁹	36.3	23.9	22.9	20.6	20.7	20.5 ²²	19.2	16.2	34.2
	»	»	7.4 ^{6a}	10.5	10.5	7.6	9.2	10.5	9.0	8.4	8.4	6.0	9.6 ²²	8.6	13.4	8.6 ²²	8.1	..	13.9	6.9 ²²	8.9	8.7	6.7	..	8.6	6.8	14.1
	»	»	5.0 ^{6a}	5.2	6.7	6.4	5.4	6.5	7.2	5.8	5.8	6.4	6.2 ²²	5.8	7.9	7.6 ²²	5.0	..	5.1	3.8 ²²	6.2 ²²	4.0	..	3.7 ²²	3.8	3.9	7.4
	1971 à 1976	%	1.0	3.1	2.6	5.3	1.0	1.8	3.3	-1.2	-0.3	3.1	2.3	0.0	2.5	0.4	-1.6	..	7.3	5.8	6.3	1.2	-4.4	11.7	0.0	0.0	4.8
TAUX D'ÉPARGNE GLOBALE ¹²	1976	% du PNB	23.7 ⁷ 22	27.3	22.1	21.7	16.7	27.1	23.3	24.4	19.5	27.9	17.8	20.2	32.3	27.4 ²²	24.5	20.6 ²²	26.6	3.8 ²²	19.8	20.6	26.3	17.7 ²²	18.9	17.4	35.6
ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS	1976	% du PIB	16.2 ⁷	16.5	17.9	20.1	24.2	19.7	14.7	20.4	15.3	9.9	19.5	14.0	10.9	15.5	18.3	18.4 ⁹	17.1	15.4 ²²	10.3	25.6	13.4	11.3 ²²	21.8	18.7	19.1
	»	»	10.4 ⁷	16.1 ²²	21.4	12.1	17.5	14.4	24.1	19.1	10.9	..	21.9 ²²	22.1	9.2	26.2 ²²	30.5	..	23.7	9.1 ²²	12.7	22.0	15.5	6.5 ²²	15.2	11.8	..
	»	»	32.6 ⁷	39.1 ²²	35.5	36.8	46.5	44.8	42.4	42.2	29.4	..	34.2 ²²	36.5	23.6	50.6 ²²	53.5	..	50.1	24.7 ²²	25.7	57.4	34.0	20.5 ²²	40.6	31.5	42.2
APPORTS NETS D'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT	1976	% du PNB	0.4	0.1	0.5	0.5	0.6	0.2	0.6	0.3	..	..	..	0.1	0.2	..	0.8	0.4	0.7	..	..	0.8	0.2	..	0.4	0.3	..
INDICATEURS DU NIVEAU DE VIE	1976	Dollars des É-U ¹¹	3 950	3 040	4 150	4 780	4 430	3 100	4 080	4 010	1 680	3 980	1 580	1 960	2 790	3 970	3 720	2 380 ⁹	4 280	1 230	2 010	4 830	5 590	633 ²²	2 350	5 110	821
	1975	Nombre	368	229	266	374 ¹⁶	257	211	289	290	48	291	164	257 ¹⁶	154	391	249	373	237	97	136	336	278	8 ¹⁶	249	498	72
	»	»	390	281	285	572	454	389	572	317	221	417	141	257	405	411	368	502	350	113	220	661	611	25	379	695	61
	1974	»	227 ¹³	247	252	366	308	269	262	305	106	217 ¹⁰	178	213	233	257	259	304 ¹⁰	256	66	174	348	264	12	315	571	131
	1975	»	1.4 ¹³	2.1	1.9	1.7	1.6 ¹³	1.4	1.5	1.9 ¹⁶	2.0	1.6 ¹⁰	1.2	2.0 ¹⁶	1.2 ¹⁶	1.1 ¹⁶	1.6	1.3	1.7	1.3	1.6	1.6 ¹⁶	1.8	0.6	1.3 ¹⁶	1.6 ¹⁶	1.4
	»	% du groupe d'âge corresp.	39.7	15.9 ¹⁶	34.4 ¹⁶	49.8 ¹³	36.3 ¹⁶	24.5	31.4 ¹⁶	24.2 ¹⁶	..	..	..	31.0	34.3 ¹⁶	..	21.1 ¹⁶	..	40.3 ¹⁶	(9.8) ¹⁰	29.3 ¹⁰	(31.1) ¹³	..	..	21.8 ¹⁶	43.2	16.6
	»	Nombre	16.1 ¹⁶	20.5	16.2 ¹⁶	15.0 ¹⁶	10.7 ¹⁶	10.3 ¹⁶	13.6	19.7	24.0 ¹⁶	11.4 ¹⁶	17.0 ¹⁶	20.7	10.0	14.8	10.3	16.0	10.5 ¹⁶	37.9 ¹⁶	12.1	8.3	10.7	..	16.0	16.1	39.7
SALAIRES ET PRIX	Accroissement moyen annuel	%	16.4	12.5	16.4	11.9	16.7	17.9	15.4	8.9	20.8	34.0 ¹⁹	19.9	20.8	17.7	..	13.2	11.9	14.6	16.3 ²⁰	20.8	13.4	7.5	23.6 ²⁰	17.0	7.8	..
	1971 à 1976	%	13.1	7.7	9.7	8.9	10.8	14.5	10.3	5.7	16.1	34.7	16.1	16.5	12.9	8.6	8.7	13.0	9.4	16.9 ¹⁴	17.2	9.6	5.6	20.4	16.3	7.7	18.7
COMMERCE EXTÉRIEUR	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	13 116	8 508	32 844 ²¹	38 628	9 108	6 342	55 812	102 036	2 544	396	3 312	36 924	67 224	—	38 748	2 780	7 920	1 812	8 724	18 444	14 844	1 960	46 260	114 996	4 556
	»	%	14.1	21.1	48.9	20.4	23.8	22.3	16.1	22.5	11.5	28.3	42.5	22.6	12.2	—	43.9	22.4	25.7	11.5	8.5	25.0	26.2	5.1	21.3	6.8	13.9
	1971 à 1976	%	3.7	7.7	7.3	4.1	4.2	4.0	7.6	7.6	17.0	..	6.6	6.9	10.1	..	7.0	2.3	8.4	2.6	11.2	3.1	4.8	..	5.1	8.2	7.1
IMPORTATIONS DE MARCHANDISES, CAF	1976	Millions de dollars des É-U ¹¹	11 196	11 520	35 352 ²¹	37 956	12 420	7 392	64 392	87 780	6 012	468	4 200	43 368	64 800	—	39 948	2 830	11 112	4 212	17 460	19 164	14 772	5 129	55 968	121 788	6 881
	»	%	12.1	28.5	52.6	20.0	32.5	26.0	18.6	19.4	27.1	33.4	53.8	26.5	11.7	—	45.2	22.8	36.1	26.8	17.0	26.0	26.1	12.9	25.8	7.2	21.0
	1971 à 1976	%	5.6	8.4	6.7	8.4	5.4	4.1	8.6	6.5	6.7	..	5.3	3.7	6.3	—	4.3	5.1	6.4	3.2	10.4	5.6	1.1	..	5.0	4.7	2.5
RÉSERVES OFFICIELLES TOTALES	Fin 1977	Millions de dollars des É-U	2 384	4 244	5 761 ²¹	4 608	1 671	570	10 194	39 737	1 020	100	2 372	11 608	23 261	—	8 065	445	2 200	1 076	6 590	3 668	13 830	774	21 057	19 390	2 780
	En 1977	%	19.5	29.9	14.3 ²¹	11.7	12.6	7.5	14.5	39.5	..	16.3	44.0	32.8	..	..	17.7	..	..	..	37.1	18.2	77.2	13.5	33.1	13.1	28.8

1 En provenance, pour partie, de sources nationales.

2 Population résidente totale.

3 Secteur privé et socialisé.

4 Suivant la définition retenue dans les Statistiques de main-d'œuvre de l'OCDE : industrie extractive, industrie manufacturière, construction et services publics (électricité, gaz et eau).

5 Produit social.

6 A prix constants.

6a Secteur privé.

7 Année fiscale commençant le 1^{er} juillet.

8 Non compris les bateaux opérant outre-mer.

9 Année fiscale commençant le 1^{er} avril.

10 1973.

11 Aux prix et taux de change courants.

12 $\left[\frac{\text{PNB} - (\text{Cons. priv.} + \text{Cons. pub.})}{\text{PNB}} \right] \times 100$.

13 1972.

14 1971 à 1976.

15 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables. Pour plus de détails se reporter à l'« Annuaire des statistiques de l'enseignement — volume 1 (1974) et volume 2 (1975) — OCDE, Paris ».

16 1974.

17 Nombre de morts dans la première année pour 1 000 naissances vivantes.

18 En raison de différences dans les champs de couverture, les chiffres ne sont pas strictement comparables.

19 1971 à 1975.

20 1970 à 1975.

21 Y compris le Luxembourg.

22 1975.

NOTE Les chiffres entre parenthèses représentent des estimations du Secrétariat de l'OCDE.

Sources: Pour tous les sujets et tous les pays : OCDE : Statistiques de la population active, Principaux indicateurs économiques, Comptes nationaux, l'« Observateur », Statistiques du commerce extérieur (série A); Office statistique des Communautés européennes, Statistiques de base de la Communauté; FMI, Statistiques financières internationales; NU, Annuaire statistique.

OECD SALES AGENTS DÉPOSITAIRES DES PUBLICATIONS DE L'OCDE

ARGENTINA - ARGENTINE

Carlos Hirsch S.R.L., Florida 165,
BUENOS-AIRES, ☎ 33-1787-2391 Y 30-7122

AUSTRALIA - AUSTRALIE

International B.C.N. Library Suppliers Pty Ltd.,
161 Sturt St., South MELBOURNE, Vic. 3205. ☎ 699-6388
P.O.Box 202, COLLAROY, NSW 2097 ☎ 982 4515

AUSTRIA - AUTRICHE

Gerold and Co., Graben 31, WIEN 1. ☎ 52.22.35

BELGIUM - BELGIQUE

Librairie des Sciences,
Coudenberg 76-78, B 1000 BRUXELLES 1. ☎ 512-05-60

BRAZIL - BRÉSIL

Mestre Jou S.A., Rua Guaiçá 518,
Caixa Postal 24090, 05089 SAO PAULO 10. ☎ 261-1920
Rua Senador Dantas 19 s/205-6, RIO DE JANEIRO GB.
☎ 232-07. 32

CANADA

Renouf Publishing Company Limited,
2182 St. Catherine Street West,
MONTREAL, Quebec H3H 1M7 ☎ (514) 937-3519

DENMARK - DANEMARK

Munksgaards Boghandel,
Nørregade 6, 1165 KØBENHAVN K. ☎ (01) 12 69 70

FINLAND - FINLANDE

Akateeminen Kirjakauppa
Keskuskatu 1, 00100 HELSINKI 10. ☎ 625.901

FRANCE

Bureau des Publications de l'OCDE,
2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.
☎ 524.81.67

Principal correspondant :
13602 AIX-EN-PROVENCE : Librairie de l'Université.
☎ 26.18.08

GERMANY - ALLEMAGNE

Verlag Weltarchiv G.m.b.H.
D 2000 HAMBURG 36, Neuer Jungfernstieg 21.
☎ 040-35-62-500

GREECE - GRÈCE

Librairie Kauffmann, 28 rue du Stade,
ATHÈNES 132. ☎ 322.21.60

HONG-KONG

Government Information Services,
Sales and Publications Office, Beaconsfield House, 1st floor,
Queen's Road, Central. ☎ H-233191

ICELAND - ISLANDE

Snaebjörn Jónsson and Co., h.f.,
Hafnarstraeti 4 and 9, P.O.B. 1131, REYKJAVIC.
☎ 13133/14281/11936

INDIA - INDE

Oxford Book and Stationery Co.,
NEW DELHI, Scindia House. ☎ 45896
CALCUTTA, 17 Park Street. ☎ 240832

IRELAND - IRLANDE

Eason and Son, 40 Lower O'Connell Street,
P.O.B. 42, DUBLIN 1. ☎ 74 39 35

ISRAËL

Emanuel Brown: 35 Allenby Road, TEL AVIV. ☎ 51049/54082
also at:
9, Shlomzion Hamalka Street, JERUSALEM. ☎ 234807
48 Nahlat Benjamin Street, TEL AVIV. ☎ 53276

ITALY - ITALIE

Libreria Comissionaria Sansoni:
Via Lamarmora 45, 50121 FIRENZE. ☎ 579751
Via Bartolini 29, 20155 MILANO. ☎ 365083
Sous-dépôtaires :
Editrice e Libreria Herder,
Piazza Montecitorio 120, 00 186 ROMA. ☎ 674628
Libreria Hoepli, Via Hoepli 5, 20121 MILANO. ☎ 365446
Libreria Lattes, Via Garibaldi 3, 10122 TORINO. ☎ 519274
La diffusione delle edizioni OCDE è inoltre assicurata dalle migliori

JAPAN - JAPON

OECD Publications Centre,
Akasaka Park Building, 2-3-4 Akasaka, Minato-ku,
TOKYO 107. ☎ 586-2016

KOREA - CORÉE

Pan Korea Book Corporation,
P.O.Box n°101 Kwangwhamun, SÉOUL. ☎ 72-7369

LEBANON - LIBAN

Documenta Scientifica/Redico,
Edison Building, Bliss Street, P.O.Box 5641, BEIRUT.
☎ 354429-344425

THE NETHERLANDS - PAYS-BAS

Staatsuitgeverij
Chr. Plantijnstraat
S-GRAVENHAGE. ☎ 070-814511
Voor bestellingen: ☎ 070-624551

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE

The Publications Manager,
Government Printing Office,
WELLINGTON: Mulgrave Street (Private Bag),
World Trade Centre, Cubacade, Cuba Street,
Rutherford House, Lambton Quay. ☎ 737-320
AUCKLAND: Rutland Street (P.O.Box 5344). ☎ 32.919
CHRISTCHURCH: 130 Oxford Terrace (Private Bag). ☎ 50.331
HAMILTON: Barton Street (P.O.Box 857). ☎ 80.103
DUNEDIN: T & G Building, Princes Street (P.O.Box 1104),
☎ 78.294

NORWAY - NORVÈGE

Johan Grundt Tanums Bokhandel,
Karl Johansgate 41/43, OSLO 1. ☎ 02-332980

PAKISTAN

Mirza Book Agency, 65 Shahrah Quaid-E-Azam, LAHORE 3.
☎ 66839

PHILIPPINES

R.M. Garcia Publishing House, 903 Quezon Blvd. Ext.,
QUEZON CITY, P.O.Box 1860 - MANILA. ☎ 99.98.47

PORTUGAL

Livraria Portugal, Rua do Carmo 70-74, LISBOA 2. ☎ 360582/3

SPAIN - ESPAGNE

Mundi-Prensa Libros, S.A.
Casteló 37, Apartado 1223, MADRID-1. ☎ 275.46.55
Libreria Basinos, Pelayo, 52, BARCELONA 1. ☎ 222.06.00

SWEDEN - SUÈDE

AB CE FRITZES KUNGL HOVBOKHANDEL,
Box 16 356, S 103 27 STH, Regeringsgatan 12,
DS STOCKHOLM. ☎ 08/23 89-00

SWITZERLAND - SUISSE

Librairie Payot, 6 rue Grenus, 1211 GENÈVE 11. ☎ 022-31.89.50

TAIWAN - FORMOSE

National Book Company,
84-5 Sing Sung Rd., Sec. 3, TAIPEI 107. ☎ 321.0698

TURKEY - TURQUIE

Librairie Hachette,
469 Istiklal Caddesi, Beyoglu, ISTANBUL. ☎ 44.94.70
et 14 E Ziya Gökalp Caddesi, ANKARA. ☎ 12.10.80

UNITED KINGDOM - ROYAUME-UNI

H.M. Stationery Office, P.O.B. 569,
LONDON SE1 9 NH. ☎ 01-928-6977, Ext.410
or
49 High Holborn, LONDON WC1V 6 HB (personal callers)
Branches at: EDINBURGH, BIRMINGHAM, BRISTOL,
MANCHESTER, CARDIFF, BELFAST.

UNITED STATES OF AMERICA

OECD Publications Center, Suite 1207, 1750 Pennsylvania Ave.,
N.W. WASHINGTON, D.C.20006. ☎ (202)298-8755

VENEZUELA

Libreria del Este, Avda. F. Miranda 52, Edificio Galipán,
CARACAS 106. ☎ 32 23 01/33 26 04/33 24 73

YUGOSLAVIA - YOUGOSLAVIE

Jugoslovenska Knjiga, Terazije 27, P.O.B. 36, BEOGRAD.
☎ 621-992

Les commandes provenant de pays où l'OCDE n'a pas encore désigné de dépositaire peuvent être adressées à :
OCDE, Bureau des Publications, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

Orders and inquiries from countries where sales agents have not yet been appointed may be sent to:
OECD, Publications Office, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16.

PUBLICATIONS DE L'OCDE

2, rue André-Pascal

75775 PARIS CEDEX 16

N° 40 822 1978.



IMPRIMÉ EN FRANCE

OCDE

Département des Affaires Économiques et Statistiques

ORGANISATION FOR ECONOMIC CO-OPERATION AND DEVELOPMENT

ÉTUDES ÉCONOMIQUES ANNUELLES
*Études détaillées du développement économique
dans chaque pays de l'OCDE*

Par pays F 12,00 £ 1.50 \$ 3.00

Abonnement pour la serie F 200,00 £ 24.00 \$ 50.00

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DE L'OCDE

*En juillet et décembre les PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES
DE L'OCDE donnent un aperçu général de l'évolution économique
récente dans la zone OCDE et évaluent les perspectives
au moyen d'un ensemble de prévisions quantitatives.
En supplément, cette publication contient fréquemment
des études spéciales destinées à faciliter
l'interprétation des tendances économiques.*